

Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2009

BMO Groupe financier annonce des résultats satisfaisants pour ses activités de base compte tenu de la conjoncture actuelle du marché

Les revenus et le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada continuent d'afficher une forte progression

Vigoureuse performance sous-jacente des activités de BMO Marchés des capitaux

Déjà élevé, le ratio du capital de première catégorie de BMO grimpe à 10,70 %

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison des résultats du deuxième trimestre de 2009 avec ceux du deuxième trimestre de 2008

- Revenu net de 358 millions de dollars, en baisse de 284 millions par rapport au niveau d'il y a un an.
- Résultat par action¹ (RPA) de 0,61 \$ et RPA avant amortissement² de 0,63 \$, en baisse de 0,64 \$ et de 0,63 \$, respectivement, par rapport à la même période l'an dernier.
- RPA avant amortissement rajusté² de 0,93 \$, exclusion faite des charges liées à la conjoncture des marchés financiers, d'un montant de 80 millions de dollars (0,15 \$ par action) après les impôts et des indemnités de licenciement de 80 millions de dollars (0,15 \$ par action) après les impôts.
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 372 millions de dollars, en hausse de 221 millions par rapport à la même période l'an dernier.
- Déjà élevé, le ratio du capital de première catégorie de BMO grimpe à 10,70 %.

Comparaison des résultats du premier semestre de 2009 avec ceux du premier semestre de 2008

- Revenu net de 583 millions de dollars, comparativement à 897 millions de dollars en 2008.
- RPA de 1,00 \$ comparativement à 1,72 \$ et RPA avant amortissement de 1,03 \$ comparativement à 1,75 \$.
- RPA avant amortissement rajusté² de 2,02 \$, exclusion faite des charges liées à la conjoncture des marchés financiers, d'un montant de 439 millions de dollars (0,84 \$ par action) après les impôts et des indemnités de licenciement de 80 millions de dollars (0,15 \$ par action) après les impôts.

Toronto, le 26 mai 2009 – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 358 millions de dollars, ou de 0,61 \$ par action, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009. Les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada ont enregistré d'excellents résultats, avec un revenu net de 350 millions de dollars, en hausse de 30 millions de dollars, ou de 9 % par rapport à la même période l'an dernier, tandis que le revenu net de BMO Marchés des capitaux a affiché une progression de 62 millions de dollars, ou de 33 %, pour atteindre 249 millions de dollars. Les résultats incluent des pertes de 80 millions de dollars après impôts (0,15 \$ par action) attribuables aux charges liées à la conjoncture des marchés financiers, dont le détail est fourni dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre, de même que des indemnités de licenciement de 80 millions de dollars après impôts (0,15 \$ par action) essentiellement imputables à la rationalisation de notre structure de gestion.

« Une fois de plus, nos secteurs d'activité de base se sont bien comportés, particulièrement compte tenu de la récession », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. « Les revenus et le revenu net de PE Canada, qui regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, continuent de fortement progresser au fil des ans; le revenu s'est accru de 8 % et le revenu net a augmenté de 9 % pour s'établir à 350 millions de dollars. Nous fidélisons nos clients en leur prêtant une oreille attentive afin de comprendre leurs besoins et en leur offrant des conseils qui les aident à prendre de meilleures décisions financières. Comme nous continuons d'offrir du crédit aux Canadiens et à leurs entreprises, les prêts de PE Canada ne cessent de croître d'une année à l'autre. Notre approche centrée sur le client s'avère payante pour eux autant que pour nous. »

« La condition des marchés du crédit et financiers demeurent difficiles. Toutefois, nous sommes bien placés pour faire face à ce contexte. La robustesse de notre capital et de nos liquidités nous permet de procéder à des acquisitions opportunistes, comme celle des opérations d'assurance-vie canadiennes que nous avons menée à terme au cours du trimestre.

¹ Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

² Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du rapport de gestion, où sont également expliqués ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Le RPA avant amortissement rajusté est également une mesure non conforme aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à l'information présentée à la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre de même qu'à la section Mesures non conformes aux PCGR.

« BMO Marchés des capitaux a dégagé des résultats vigoureux : son revenu s'est accru de 17 % d'un exercice à l'autre et son revenu net a enregistré une hausse de 33 % pour s'établir à 249 millions de dollars. Les résultats de plusieurs secteurs se sont améliorés d'une année à l'autre, notamment ceux des services aux grandes entreprises, des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des prises fermes de titres de participation, qui ont affiché une progression importante », a affirmé M. Downe. Le rendement global de BMO Marchés des capitaux a subi l'incidence de charges de 80 millions de dollars après impôts, comme nous l'expliquons dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre.

Les services bancaires aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis ont affiché une croissance interne des prêts et des dépôts d'un exercice à l'autre et ils ont également vu leur marge nette d'intérêts s'améliorer. Les résultats du deuxième trimestre ont diminué par rapport à ceux de la même période il y a un an, mais si l'on tient compte du gain net relatif au premier appel public à l'épargne de Visa enregistré au cours de cette période, ils ont augmenté. Le contexte moins favorable du crédit influe sur les résultats, mais nous continuons d'accorder des prêts et d'offrir des services de dépôt à nos clients tout en gérant efficacement les coûts. M. Downe a poursuivi avec cette explication : « La récente étude de J.D. Power and Associates intitulée « 2009 Retail Banking Satisfaction Study » a accordé à Harris le premier rang au chapitre de la satisfaction de la clientèle dans la région du Midwest. L'attention que nous portons à bien servir nos clients porte ses fruits et le nombre de nouveaux foyers s'étant ajoutés à notre clientèle affiche une croissance substantielle. »

« Dans nos services de gestion de patrimoine, nous continuons d'enregistrer une forte croissance des dépôts à terme, mais les résultats ont subi le contre-coup de la baisse des actifs gérés et administrés attribuable principalement aux reculs importants des marchés boursiers. Nous continuons de maintenir des normes élevées en matière de service et gérons les coûts de façon responsable tout en tenant compte de la faiblesse du marché. », a déclaré M. Downe.

Les pressions exercées à l'échelle mondiale par la récession continuent d'influer sur nos résultats. Les dotations à la provision pour pertes sur créances s'élèvent à 372 millions de dollars pour le trimestre et sont constituées de dotations à la provision spécifique de 127 millions au Canada et de 245 millions aux États-Unis, la provision générale n'ayant pas augmenté. Les dotations à la provision spécifique ont augmenté de 221 millions par rapport à la même période l'an dernier, ce qui est surtout attribuable aux prêts de nos services aux particuliers et aux entreprises aux États-

Unis, mais elles ont reculé de 56 millions par rapport à celles du premier trimestre. Nous prévoyons que le contexte du crédit demeurera ardu pour le reste de 2009 étant donné la faiblesse persistante de l'économie mondiale.

BMO a recours à une méthode selon la perte prévue pour l'établissement de ses provisions aux termes de laquelle les pertes sur créances prévues sont imputées aux groupes d'exploitation et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles est porté au débit ou au crédit des Services d'entreprise.

« Nos résultats trimestriels comprennent des indemnités de licenciement découlant principalement de la rationalisation de la structure de gestion de l'ensemble de nos secteurs et de nos services de soutien administratifs dans le cadre de laquelle nous avons éliminé des paliers et avons élargi les mandats. Ces changements devraient donner lieu à une réduction des coûts continus et permettre à nos secteurs de faire croître leurs revenus et d'améliorer leur rentabilité sans nuire au service à la clientèle », a conclu M. Downe. Nous prévoyons que, une fois ces changements apportés à notre structure, les économies annuelles que nous réaliserons au chapitre des frais courants seront supérieures aux indemnités de licenciement de 118 millions de dollars.

Les résultats des Services d'entreprise ont augmenté par rapport à ceux du premier trimestre, exclusion faite des indemnités de licenciement comptabilisées au trimestre considéré, grimpant de façon notable grâce à la hausse des revenus et au recul des dotations à la provision pour pertes sur créances. L'accroissement des revenus reflète les mesures prises pour réduire le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif et de certaines positions de gestion de trésorerie de même que les gains découlant de l'évaluation à la valeur de marché sur certaines activités de couverture comparativement à des pertes au premier trimestre. Les résultats ont reculé par rapport à ceux d'il y a un an en raison de la baisse des revenus et de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les revenus moins élevés s'expliquent par le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif et par l'incidence continue des activités de financement qui ont eu pour effet d'accroître notre solide position en matière de liquidités. La quasi-totalité des besoins en matière de financement à terme qui avaient été estimés pour 2009 sont maintenant satisfaits.

Nous avons annoncé aujourd'hui un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre, soit un montant inchangé par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net s'établit à 350 millions de dollars, soit une hausse de 30 millions ou de 9,1 % par rapport à il y a un an. Les revenus des services aux particuliers, des services aux entreprises et des services de cartes ont progressé, ce qui s'explique par l'augmentation des volumes de la plupart des produits ainsi que par l'amélioration de la marge nette d'intérêts. Compte tenu d'un rajustement au titre de l'incidence d'un recouvrement d'impôts sur le capital l'an dernier, le levier d'exploitation avant amortissement du trimestre s'établit à plus de 3,0 %.

Nous continuons d'obtenir d'excellents résultats même si les conditions de marché sont difficiles.

Notre promesse à la clientèle, c'est-à-dire l'aider à faire des choix éclairés afin qu'elle opte, en toutes circonstances, pour les meilleures solutions qui soient, reflète notre engagement de transparence. Notre objectif demeure d'élargir notre part de marché malgré le ralentissement de la croissance.

Dans le secteur des services aux particuliers, les efforts déployés pour rehausser la gestion du rendement, les investissements faits dans notre réseau de succursales et le lancement de nouveaux produits ont porté fruit, tel qu'en témoignent l'augmentation des revenus et l'accélération de l'essor des produits de dépôt. Au cours du trimestre, nous avons inauguré quatre nouvelles succursales et, comme nous l'avions annoncé, nous avons fermé 68 succursales en magasin. La plupart de nos clients préfèrent avoir accès à une gamme complète de services bancaires, dont des conseils professionnels et une capacité de gestion des relations, en un seul endroit. Ils apprécient également la commodité de nos services bancaires en ligne. Nous avons choisi d'investir dans les canaux qui créent une expérience client exceptionnelle. Ce faisant, nous nous rapprochons de plus en plus du chef de file du secteur sur le plan des taux de fidélisation de la clientèle, et le nombre de nos produits par client augmente sans cesse.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, nous gardons le cap sur notre objectif, soit devenir la banque de choix des entreprises partout au Canada. Quant à notre part de marché, nous nous classons au deuxième rang. Malgré le contexte actuel du resserrement du crédit, nous continuons de permettre à notre clientèle formée de petites et moyennes entreprises d'accéder au crédit. Nous avons réussi à augmenter nos prêts de 3,2 % et à élargir encore notre part de marché, celle-ci s'étant accrue de 37 points de base depuis la même période l'an dernier et de 4 points de base depuis le trimestre précédent, pour s'établir à 19,97 %. Sur douze mois, le taux de fidélisation de nos clients qui sont des entreprises et le nombre de produits par client ont augmenté.

Nos services de cartes ont eux aussi connu une croissance. Le marketing de la marque, les promotions et une meilleure intégration des ventes de cartes dans l'ensemble des succursales ont contribué à l'essor continu du portefeuille de cartes.

PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le revenu net s'établit à 21 millions de dollars, en baisse de 9 millions ou de 31 % par rapport à la même période l'an dernier. Le revenu net avant amortissement s'élève à 27 millions, ce qui traduit un recul de 8 millions ou de 23 %. Le revenu net constaté un an plus tôt tenait compte d'un gain après impôts de 13 millions réalisé sur le premier appel public à l'épargne de Visa Inc., déduction faite d'une provision au titre d'un litige. Exclusion faite de cet élément, le revenu net a monté de 4 millions ou de 24 % depuis la même période de l'exercice précédent. Les résultats ont bénéficié de la croissance interne des prêts et des dépôts ainsi que de l'élargissement des écarts sur les dépôts et de l'amélioration de la marge nette d'intérêts.

Les mauvaises conditions de crédit continuent d'affaiblir les résultats puisque les prêts douteux et les frais de gestion de ce portefeuille augmentent. Leur hausse a réduit de 11 millions le résultat net du trimestre, comparativement à une baisse de 5 millions il y a un an.

Les revenus ont fléchi de 20 millions ou de 7,8 %. Compte non tenu du gain généré par le premier appel public à l'épargne de Visa, les revenus se sont accrus de 18 millions, ce qui est en grande partie attribuable aux acquisitions au Wisconsin et à l'essor des dépôts. Ces facteurs ont été atténués par les répercussions plus percutantes, d'un montant de 7 millions, qu'a eues la détérioration des marchés du crédit. Depuis un an, la marge nette d'intérêts s'est élargie à la faveur des nouveaux dépôts et des mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme.

Nous nous efforçons toujours de gérer nos frais avec rigueur et de recruter de nouveaux clients des services aux particuliers et aux entreprises, tout en continuant d'accorder des prêts et de fournir des services de dépôt à nos clients. Le nombre net de ménages qui s'est ajouté à notre clientèle dépasse largement celui de l'an dernier, et des tendances positives au chapitre des dépôts de base se dessinent.

Selon une récente étude dans laquelle J.D. Power and Associates a analysé le taux de satisfaction de la clientèle à l'égard des services bancaires aux particuliers, Harris s'est classée au premier rang des 21 banques visées par l'étude et, pour quatre des cinq mesures d'évaluation, elle a obtenu des résultats supérieurs à ceux de la plupart de ses concurrents.

Notre taux de recommandation net, lequel constitue une mesure de la fidélité des clients, s'est accru de deux points depuis le trimestre précédent et la période correspondante de 2008 et a atteint 44 alors que le taux de plusieurs de nos concurrents a fléchi.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'établit à 62 millions de dollars, contre 107 millions pour la même période l'an dernier, les résultats ayant subi les contrecoups du manque de tonus des marchés boursiers et de la faiblesse des taux d'intérêt. Dans le trimestre à l'étude, le revenu a fléchi de 63 millions ou de 12 %, et ce, à cause surtout de la réduction des revenus tirés des commissions et des services tarifés des activités de placement traditionnels et des fonds d'investissement, les actifs ayant été largement inférieurs. Le revenu net d'intérêts a baissé en grande partie à cause de la compression des écarts sur les soldes des dépôts de nos services de courtage, ce qui a découlé du climat de concurrence créé par les faibles taux d'intérêt.

Une conjoncture peu propice a nui aux actifs sous gestion et sous administration, lesquels ont reculé de 21 milliards de dollars ou de 8,7 % malgré l'avantage de 13 milliards inhérent à l'appréciation du dollar américain. Les dépôts à terme ont connu une forte hausse puisqu'ils se sont accrus de 9 milliards ou de 21 % par rapport à la même période l'an dernier. Vu les récents défis de l'économie mondiale et des marchés boursiers, nous adaptons notre mode d'engagement des dépenses et d'affectation des ressources. Nous continuerons d'offrir le niveau élevé de service auquel nos clients s'attendent tout en gérant de manière responsable les coûts liés à notre personnel et les dépenses discrétionnaires dans le contexte difficile qui prévaut actuellement.

Le 1^{er} avril, nous avons mené à terme l'acquisition de La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (qui arbore désormais la marque BMO Société d'assurance-vie), à un coût de 330 millions de dollars. Cette acquisition a consolidé la position concurrentielle de BMO Groupe financier, lui ayant immédiatement procuré la taille et les compétences lui permettant de faire sa place sur le marché de l'assurance-vie et de combler les besoins d'assurance des clients. Pour maintenir leur niveau de vie et jouir d'une retraite confortable, nos clients recherchent des solutions d'investissement et d'assurance efficaces sur le plan fiscal. BMO Nesbitt Burns Inc. leur propose l'aide de plus de 800 conseillers en placement qui sont aussi des agents d'assurance-vie et, au Québec, celle des conseillers en sécurité financière de BMO NB Services financiers Inc. Grâce à l'acquisition précitée, BMO Société d'assurance-vie a consolidé ses assises par l'ajout de 300 employés d'expérience et d'environ 400 000 clients et a désormais accès à un réseau comptant plus de 5 000 courtiers indépendants partout au pays. Ainsi, cette acquisition augmente grandement notre capacité de répondre aux besoins de gestion de patrimoine de nos clients et s'inscrit dans notre stratégie axée sur la clientèle. BMO Société d'assurance-vie est maintenant l'une des plus grandes sociétés d'assurance-vie détenues par une banque, sa part de ce marché au Canada se classant dans les dix premières.

À compter du troisième trimestre, toutes les activités de BMO Société d'assurance-vie seront intégrées au groupe Gestion

privée puisqu'elles s'harmonisent parfaitement avec la stratégie de gestion de patrimoine et que l'objectif est de réunir la capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe.

Le groupe Gestion privée continue d'être reconnu pour ses produits et services. BMO Fonds de dividendes a remporté le Prix Lipper 2009 attribué au fonds de la catégorie Dividendes et revenus d'actions canadiennes qui s'est le plus démarqué sur dix ans. Le programme Lipper Fund Awards récompense les fonds qui s'illustrent en offrant constamment un excellent rendement pondéré en fonction des risques par rapport à leurs pairs.

BMO Marchés des capitaux

Le revenu net du trimestre s'élève à 249 millions de dollars, en hausse de 62 millions ou de 33 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette progression a résulté essentiellement des revenus qui ont été générés et qui sont attribuables à l'amélioration notable des revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises par suite de l'élargissement des écarts et des commissions sur prêts, à la hausse des revenus des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à l'essor des commissions de prise ferme de titres de participation. En plus d'accroître les revenus, nous avons instauré diverses mesures de gestion des frais. À cause du manque de tonus de l'économie et des marchés financiers, les résultats du trimestre tiennent compte de charges de 117 millions (80 millions après impôts), tel qu'il est décrit dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre. Les résultats d'il y a un an incluaient un avantage net de 42 millions (28 millions après impôts), tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables figurant à la fin du présent Rapport de gestion.

Malgré les charges liées aux conditions des marchés financiers, BMO Marchés des capitaux a enregistré un résultat net élevé pour le trimestre, ce qui reflète la vigueur de nos activités de base sous-jacentes et notre orientation stratégique, soit optimiser le rapport risque-rendement total du groupe. Le fait de concentrer nos efforts sur notre clientèle de base et de gérer activement notre bilan nous permet de faire croître des activités qui s'inscrivent dans notre stratégie axée sur le client, telles celles ayant trait aux obligations municipales américaines. Les initiatives mises de l'avant dans les services bancaires aux grandes entreprises au cours des derniers trimestres ont grandement rehaussé le rendement de nos services de prêt.

BMO Marchés des capitaux a participé à 116 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 33 émissions de titres de créance d'entreprises, 38 émissions de titres de créance d'administrations publiques, 35 émissions d'actions ordinaires et 10 émissions d'actions privilégiées, pour un total de 47,1 milliards de dollars, en hausse de 3,8 milliards par rapport au trimestre précédent.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Variation par rapport au 30 avril 2008	Pour les périodes de six mois terminées le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008		30 avril 2009	30 avril 2008	Variation par rapport au 30 avril 2008
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 655 \$	2 442 \$	2 813 \$	2 746 \$	2 620 \$	1,3 %	5 097 \$	4 646 \$	9,7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	372	428	465	484	151	+100	800	381	+100
Frais autres que d'intérêts	1 888	1 841	1 818	1 782	1 680	12,4	3 729	3 294	13,2
Revenu net	358	225	560	521	642	(44,3)	583	897	(35,0)
Revenu net par unité d'exploitation									
PE Canada	350 \$	325 \$	333 \$	331 \$	320 \$	9,4 %	675 \$	611 \$	10,5 %
PE États-Unis	25	34	12	28	30	(16,7)	59	56	5,4
Groupe GP	62	57	75	108	107	(42,1)	119	203	(41,4)
BMO MC	249	179	290	263	187	33,2	428	158	+100
Services d'entreprise a)	(328)	(370)	(150)	(209)	(2)	(-100)	(698)	(131)	(-100)
Données par action ordinaire (en dollars)									
Résultat dilué par action	0,61 \$	0,39 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,25 \$	(0,64)\$	1,00 \$	1,72 \$	(0,72)\$
Résultat dilué par action avant amortissement b)	0,63	0,40	1,08	1,00	1,26	(0,63)	1,03	1,75	(0,72)
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00	1,40	1,40	0,00
Valeur comptable d'une action	32,22	32,18	32,02	30,15	29,71	2,51	32,22	29,71	2,51
Cours de clôture de l'action	39,50	33,25	43,02	47,94	50,10	(10,60)	39,50	50,10	(10,60)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	21,5	17,9	21,7	24,2	25,2	(3,7)	21,5	25,2	(3,7)

Au

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Variation par rapport au 30 avril 2008	Pour les périodes de six mois terminées le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008		30 avril 2009	30 avril 2008	Variation par rapport au 30 avril 2008
Points saillants du bilan									
Actif	432 245 \$	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$	15,2 %			
Solde net des prêts et acceptations d)	179 698	190 099	186 962	175 882	171 826	4,6			
Dépôts	247 169	264 580	257 670	248 657	238 580	3,6			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 561	17 371	16 158	15 207	14 954	17,4			

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Variation par rapport au 30 avril 2008	Pour les périodes de six mois terminées le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008		30 avril 2009	30 avril 2008	Variation par rapport au 30 avril 2008
Mesures financières (%) c)									
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans	(1,2)	(6,9)	0,9	5,1	8,2		(1,2)	8,2	
Croissance du résultat dilué par action	(51,2)	(17,0)	21,8	(23,4)	(3,1)		(41,9)	(12,2)	
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement b)	(50,0)	(18,4)	21,3	(23,1)	(3,8)		(41,1)	(12,1)	
Rendement des capitaux propres	8,1	4,9	14,0	13,5	17,9		6,5	12,2	
Rendement des capitaux propres, avant amortissement b)	8,4	5,2	14,3	13,7	18,1		6,8	12,5	
Croissance du profit économique net b)	(+100)	(71,8)	+100	(56,5)	(7,9)		(+100)	(44,8)	
Levier d'exploitation	(11,1)	6,4	18,0	0,1	(0,5)		(3,5)	0,9	
Levier d'exploitation, avant amortissement b)	(11,0)	6,4	18,0	0,0	(0,7)		(3,5)	0,8	
Croissance du revenu	1,3	20,5	27,9	7,5	3,6		9,7	1,1	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	71,1	75,4	64,6	64,9	64,1		73,2	70,9	
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement b)	70,7	75,0	64,2	64,5	63,8		72,7	70,5	
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée) d)	0,79	0,90	1,01	1,10	0,35		0,85	0,45	
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	12,95	11,91	11,34	9,09	9,54		12,95	9,54	
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	28,2	28,2	29,1	29,6	29,6		28,2	29,6	
Ratio du capital de première catégorie - Bâle II	10,70	10,21	9,77	9,90	9,42		10,70	9,42	
cote de crédit									
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA		AA	AA	
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-	
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1		Aa1	Aa1	
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+		A+	A+	

	Pour les périodes de trois mois terminées le					Variation par rapport au 30 avril 2008	Pour les périodes de six mois terminées le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008		30 avril 2009	30 avril 2008	Variation par rapport au 30 avril 2008
Ratios financiers (%) sauf indication contraire) c)									
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(15,2)	(37,7)	(27,9)	(24,4)	(24,6)		(15,2)	(24,6)	
Rendement de l'action	7,09	8,42	6,51	5,84	5,59		7,09	5,59	
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	13,0	9,0	11,4	13,4	12,9		13,0	12,9	
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,23	1,03	1,34	1,59	1,69		1,23	1,69	
Profit économique net (en millions de dollars) b)	(87)	(219)	145	122	266		(306)	139	
Rendement de l'actif moyen	0,32	0,19	0,54	0,52	0,66		0,25	0,46	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,55	1,51	1,71	1,59	1,48		1,53	1,46	
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	49,6	45,5	49,8	53,2	55,2		47,6	48,6	
Croissance des frais autres que d'intérêts	12,4	14,1	9,9	7,4	4,1		13,2	0,2	
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement b)	12,3	14,1	9,9	7,5	4,3		13,2	0,3	
Ratio du capital total - Bâle II	13,20	12,87	12,17	12,29	11,64		13,20	11,64	
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,6	4,3	4,3	4,5	4,4		4,6	4,4	

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard

selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

d) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, les titres pris en pension ou empruntés sont exclus du solde net des prêts et des acceptations de même que des statistiques sur le crédit. Tous les chiffres correspondants ont été retraités.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 26 mai 2009. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2009, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, qui est inclus dans le Rapport annuel 2008 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts	1 337	163	14 %	6	1 %	2 668	280	12 %
Revenu autre que d'intérêts	1 318	(128)	(9 %)	207	19 %	2 429	171	8 %
Revenu	2 655	35	1 %	213	9 %	5 097	451	10 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	372	221	+100 %	(56)	(13 %)	800	479	+100 %
Hausse de la provision générale	-	-	-	-	-	-	(60)	(100 %)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	372	221	+100 %	(56)	(13 %)	800	419	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 888	208	12 %	47	3 %	3 729	435	13 %
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices	18	(110)	(86 %)	89	+100 %	(53)	(90)	(+100 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	-	-	38	1	6 %
Revenu net	358	(284)	(44 %)	133	59 %	583	(314)	(35 %)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts) 1)	10	2	32 %	2	23 %	18	2	16 %
Revenu net avant amortissement 2)	368	(282)	(43 %)	135	58 %	601	(312)	(34 %)
Résultat de base par action (en dollars)	0,61	(0,64)	(51 %)	0,22	56 %	1,00	(0,73)	(42 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	0,61	(0,64)	(51 %)	0,22	56 %	1,00	(0,72)	(42 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 2)	0,63	(0,63)	(50 %)	0,23	58 %	1,03	(0,72)	(41 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	8,1 %		(9,8 %)		3,2 %	6,5 %		(5,7 %)
RCP avant amortissement 2)	8,4 %		(9,7 %)		3,2 %	6,8 %		(5,7 %)
Ratio de productivité	71,1 %		7,0 %		(4,3 %)	73,2 %		2,3 %
Ratio de productivité avant amortissement 2)	70,7 %		6,9 %		(4,3 %)	72,7 %		2,2 %
Levier d'exploitation	(11,1 %)		n.s.		n.s.	(3,5 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 2)	(11,0 %)		n.s.		n.s.	(3,5 %)		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,55 %		0,07 %		0,04 %	1,53 %		0,07 %
Taux d'imposition effectif	4,4 %		(11,9 %)		45,4 %	(9,4 %)		(13,2 %)
Ratios de capital								
Ratio du capital de première catégorie	10,70 %		1,28 %		0,49 %	10,70 %		1,28 %
Ratio du capital total	13,20 %		1,56 %		0,33 %	13,20 %		1,56 %
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	375	25	7 %	16	5 %	734	67	10 %
PE Canada	350	30	9 %	25	8 %	675	64	10 %
PE États-Unis	25	(5)	(15 %)	(9)	(26 %)	59	3	5 %
Groupe Gestion privée	62	(45)	(42 %)	5	9 %	119	(84)	(41 %)
BMO Marchés des capitaux	249	62	33 %	70	40 %	428	270	+100 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(328)	(326)	(+100 %)	42	11 %	(698)	(567)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	358	(284)	(44 %)	133	59 %	583	(314)	(35 %)

1) L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

2) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du rapport de gestion, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n.s. - non significatif.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2009 et concernant la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2008 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse <http://www.bmo.com/relationinvestisseurs>. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2009 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 30 et 31 du Rapport annuel 2008 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur nos résultats futurs. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives à notre capacité de mener des activités rentables sans avoir à pourvoir à nouveau les postes qui seront abolis sont des éléments importants dont nous avons tenu compte lorsque nous avons établi que les économies, exprimées en rendement annualisé, devraient être supérieures aux indemnités de licenciement versées.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau des défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2009 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine se contracteraient au cours de la première moitié de 2009 et les taux d'intérêt et d'inflation demeureraient bas. La conjoncture économique et les marchés du crédit devraient s'affaiblir et les taux d'intérêt devraient baisser plus que nous l'avons prévu à la fin de l'exercice 2008. Nous avons également supposé que les marchés de l'habitation au Canada faibliraient en 2009 et qu'ils prendraient de la vigueur au cours de la deuxième moitié de l'année aux États-Unis. Nous avons supposé que la situation des marchés financiers s'améliorerait quelque peu au cours de la deuxième moitié de 2009 et que le dollar canadien se raffermirait légèrement par rapport au dollar américain. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous tenons compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Perspectives économiques

L'économie canadienne devrait se contracter de 2,5 % en 2009, mais son repli devrait s'atténuer au fil des mois. La mollesse de la demande mondiale continuera de réduire les exportations. L'essor des marchés de l'habitation et des prêts hypothécaires à l'habitation devrait continuer à ralentir, mais un accès à la propriété plus abordable devrait contribuer à la stabilisation de ces marchés plus tard dans l'année. Malgré les creux historiques auxquels se situent les taux d'intérêt, la croissance des dépenses de consommation et des prêts aux particuliers devrait encore ralentir à cause de la montée du chômage. Le repli que les prix des produits de base ont accusé l'an dernier et la poursuite de la restructuration du secteur automobile devraient réduire fortement les nouveaux investissements et emprunts des entreprises. Le taux de chômage pourrait dépasser 9 % d'ici l'automne, pour une hausse de plus de 3 % par rapport au taux le plus bas enregistré l'an dernier, mais demeurerait quand même largement inférieur aux taux records des récessions précédentes. La Banque du Canada devrait maintenir à près de zéro les taux du financement à un jour au moins jusqu'à l'an prochain, et l'on peut espérer que des politiques monétaires et budgétaires stimulantes favoriseront une reprise économique, certes modeste, mais réelle vers la fin de 2009. Le dollar canadien devrait s'apprécier au rythme du renforcement des prix des produits de base, une reprise de l'économie mondiale étant prévue plus tard dans l'année.

La profonde récession que traversent les États-Unis devrait perdurer dans la première moitié de 2009, mais par la suite, une reprise devrait s'amorcer à la faveur de mesures monétaires et budgétaires axées sur l'expansion et de prix du pétrole beaucoup plus bas que ceux en vigueur au milieu de 2008. Les marchés de l'habitation commencent à montrer des signes de stabilisation parce que l'accès à la propriété n'a jamais été aussi abordable, et ce, même si le resserrement des normes de crédit et des pertes massives d'emplois laissent présager la faiblesse continue de la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Les dépenses de consommation ont quelque peu progressé, mais devraient demeurer faibles, les ménages augmentant leur taux d'épargne et remboursant leurs dettes. Tout porte à croire que les sociétés continueront de comprimer leurs dépenses, ce qui freinera la croissance du crédit aux entreprises. Le taux de chômage devrait atteindre environ 10 % plus tard dans l'année, ce qui serait le taux le plus élevé depuis 26 ans. La Réserve fédérale devrait maintenir ses taux à près de zéro jusqu'au printemps 2010 et mettre en œuvre un large éventail de programmes de prêt et d'achat d'actifs spéciaux afin de permettre aux entreprises et aux ménages d'accéder plus facilement au crédit. Les marchés financiers devraient continuer de se redresser au fur et à mesure que les incertitudes pesant sur les marchés du crédit et l'économie s'estomperont.

La section Perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre

Les marchés demeurent chancelants. Les résultats du deuxième trimestre de 2009 ont été marqués par des charges liées à la conjoncture des marchés financiers de 117 millions de dollars (80 millions après impôts et 0,15 \$ par action) qu'ont

enregistrées BMO Marchés des capitaux, charges composées des éléments suivants :

- des charges de 215 millions de dollars (147 millions après impôts) relatives à des expositions à une entité canadienne qui fournit une protection contre le risque de crédit (Apex); et
- un avantage au titre de rajustements d'évaluation du crédit (REC) de 98 millions de dollars avant impôts (67 millions après impôts).

Les charges ci-dessus ont réduit de 117 millions de dollars le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation.

Les charges de 215 millions de dollars inhérentes aux expositions à l'entité de protection contre le risque de crédit sont constituées de pertes non réalisées de 41 millions et liées à l'évaluation à la valeur de marché de l'investissement de BMO dans les billets à moyen terme de l'entité et d'une charge de 174 millions associée à la renégociation du swap sur rendement total (SRT) visant 600 millions de dollars de billets. La charge non récurrente de 174 millions est composée d'un montant de 78 millions lié à la radiation de la valeur de l'actif du SRT initial ainsi que d'un autre montant de 96 millions associé à la restructuration du SRT visant à harmoniser son échéance avec celle des billets, et ce, à prix fixe. En restructurant le SRT, nous avons aboli le risque inhérent à la révision de prix et avons grandement réduit la fluctuation du revenu inhérente à l'opération mettant en jeu le SRT.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont augmenté par rapport au deuxième trimestre de 2008 grâce au renforcement du dollar américain dans la dernière année. Au cours du deuxième trimestre de 2009, le taux de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 23 % par rapport à la même période il y a un an. Depuis le premier trimestre de 2009, le taux de change moyen s'est accru de 1 % même si, à la fin du deuxième trimestre, il était plus faible qu'à la fin des trois mois précédents, le dollar canadien s'étant apprécié. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009		Cumul 2009 c. cumul 2008
	c. T2-2008	c. T1-2009	
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,2417	1,2417	1,2343
Période précédente	1,0065	1,2271	1,0024
Revenu augmenté	138	9	308
Frais augmentés	(96)	(6)	(188)
Dotation à la provision pour pertes sur créances augmentée	(48)	(3)	(108)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices augmenté	15	1	20
Revenu net augmenté	9	1	32

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains prévu pour ce

trimestre. Ainsi, les activités de couverture atténuent l'incidence des fluctuations du taux de change au cours d'un trimestre. Cependant, elles ne visent pas à annuler les répercussions de telles fluctuations d'un exercice à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Le dollar américain s'est raffermi, passant de 1,2045 \$ canadien qu'il représentait au 31 octobre 2008 à une moyenne de 1,2271 \$ canadien pour le premier trimestre. Il a continué de s'apprécier au cours du trimestre à l'étude, mais ce, de façon plus modérée. Ainsi, le taux de change est passé de 1,2265 \$ canadien par dollar américain au 31 janvier 2009 à une moyenne de 1,2417 \$ canadien. Les opérations de couverture n'ont eu aucune incidence sur les résultats du trimestre, mais ont donné lieu à une perte après impôts de 1 million de dollars depuis le début de l'exercice. Dans les périodes à venir, les gains ou pertes résultant de telles opérations dépendront à la fois des fluctuations des monnaies et du montant des opérations de couverture sous-jacentes futures, car celles-ci sont conclues chaque trimestre en fonction du revenu net prévu en dollars américains des trois mois suivants.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements étrangers sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net s'établit à un montant négatif de 87 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il se chiffrait à 266 millions au deuxième trimestre de 2008 et à un montant négatif de 219 millions au premier trimestre de 2009.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP), soit le rendement total d'un placement dans des actions ordinaires de BMO, s'établit à 21,7 % pour le deuxième trimestre et à -15,2 % pour la période de douze mois terminée le 30 avril 2009. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans terminée le 30 avril 2009 s'établit à -1,2 %.

Revenu net

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net s'établit à 358 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2009, accusant une baisse de 284 millions ou de 44 % par rapport à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 0,61 \$, comparativement à 1,25 \$. Les résultats du trimestre tiennent compte de charges de 80 millions après impôts (0,15 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers qu'a enregistrées BMO Marchés des capitaux, tel qu'il est indiqué ci-dessus dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre, ainsi que d'une charge de 80 millions après impôts (0,15 \$ par action) liée aux indemnités de licenciement attribuées aux Services d'entreprise. Les résultats du deuxième trimestre de l'exercice précédent tenaient compte de l'incidence favorable de rajustements d'évaluation de 42 millions (28 millions après impôts et 0,06 \$ par action) de BMO Marchés des capitaux, tel qu'il est expliqué dans la section Éléments notables figurant à la fin du présent Rapport de gestion. Exclusion faite de ces éléments, le revenu net se situe à 518 millions, contre 614 millions il y a un an et le résultat par action est de 0,91 \$, comparativement à 1,19 \$ un an plus tôt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se situent à 372 millions de dollars, ayant ainsi augmenté de 221 millions en raison de la détérioration importante des conditions de crédit dans la dernière année.

Le revenu net de PE Canada a enregistré une forte augmentation, soit de 30 millions de dollars ou de 9,1 %, malgré le ralentissement économique. Les volumes de la plupart des produits se sont accrus et la marge nette d'intérêts s'est élargie.

Le revenu net de PE États-Unis a fléchi de 5 millions de dollars canadiens, ou de 9 millions de dollars américains, c'est-à-dire de 31 %. Compte non tenu de l'avantage après impôts de 13 millions de dollars américains associé au produit généré par le premier appel public à l'épargne de Visa Inc. l'an dernier, déduction faite d'une provision constituée en rapport avec un litige impliquant celle-ci, le revenu net a monté de 4 millions de dollars américains ou de 24 %. Les résultats ont bénéficié de la croissance interne des prêts et des dépôts ainsi que de l'élargissement de la marge nette d'intérêts, tandis que la faiblesse des conditions de crédit a réduit le revenu de 11 millions de dollars américains pour le trimestre.

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 45 millions de dollars ou de 42 %, ce qui a résulté essentiellement du fait que l'essoufflement des marchés a abaissé les niveaux des actifs sous gestion et sous administration.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a progressé de 62 millions de dollars ou de 33 %. Les résultats du deuxième trimestre de 2009 reflètent des charges de 80 millions après impôts liées à la piètre tenue des marchés financiers. Les résultats de l'exercice précédent incluaient un recouvrement net de 28 millions après impôts. Les revenus ont fortement augmenté en raison des hausses du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, du revenu des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et des commissions sur prêts et de prise ferme de titres de participation, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus de négociation. Cette baisse a découlé essentiellement de la réduction des activités de négociation sur les taux d'intérêt et a tenu compte de l'incidence de charges liées à l'état des marchés financiers dans les deux périodes.

Les résultats des Services d'entreprises ont faibli de 326 millions de dollars en regard de ceux d'il y a un an en raison surtout de l'augmentation des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances, de la diminution du revenu qu'a causé le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif, de l'incidence continue des activités de financement qui ont rehaussé notre position solide en matière de liquidités et des charges de 80 millions après impôts liées aux indemnités de licenciement dont il a été fait mention ci-dessus.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net a diminué de 133 millions de dollars ou de 59 %. Les résultats du premier trimestre avaient été affaiblis par des pertes de 528 millions de dollars (359 millions après impôts ou 0,69 \$ par action) liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers, tel que nous le précisons dans la section Éléments notables figurant à la fin du Rapport de gestion. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 56 millions de dollars.

Le revenu net de PE Canada a progressé de 25 millions de dollars ou de 7,6 %. Les revenus se sont accrus de 18 millions ou de 1,4 % grâce à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la réduction des pertes sur titres de placement, ce qui a été atténué par l'incidence du nombre moins élevé de jours civils, soit trois de moins, dans la deuxième période ainsi que par le repli des volumes. Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 13 millions ou de 1,9 % parce que le trimestre a compté trois jours de moins et parce que, dans le trimestre précédent, les

coûts de la rémunération à base d'actions annuelle des employés admissibles à la retraite avaient été passés en charges.

Le revenu net de PE États-Unis s'est contracté de 6 millions de dollars américains ou de 26 % à cause surtout de la baisse des revenus tirés des dépôts et de l'incidence du nombre moins élevé de jours dans le trimestre. Les résultats du premier trimestre avaient également bénéficié d'un crédit au titre de la provision constituée à l'égard du litige impliquant Visa.

Le revenu net du groupe Gestion privée a monté de 5 millions de dollars ou de 8,7 %. Les revenus ont fléchi de 11 millions ou de 2,6 % à cause de la dégradation des marchés boursiers. Les revenus du trimestre précédent avaient été réduits de 17 millions (11 millions après impôts) par des rajustements d'évaluation à la valeur de marché constatés à l'égard de titres à enchères. Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 22 millions ou de 5,7 % grâce à une gestion dynamique des frais et à la baisse des frais liés aux revenus.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 70 millions de dollars ou de 40 % grâce à la hausse des revenus et à la réduction des frais. Les revenus ont monté de 85 millions ou de 12 % en raison de la progression des revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises et des commissions sur les fusions et acquisitions ainsi que de la réduction des charges liées à la conjoncture des marchés financiers. La diminution des frais est essentiellement attribuable au fait que des indemnités de licenciement avaient été prises en compte dans les résultats du groupe au premier trimestre.

Les résultats des Services d'entreprise se sont améliorés de 42 millions de dollars ou de 122 millions compte tenu des charges de 80 millions après impôts liées aux indemnités de licenciement. Les revenus ont augmenté et les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont baissé. La progression des revenus reflète les mesures prises pour atténuer le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif et de certaines positions de gestion du risque de liquidité, ainsi que les gains liés à l'évaluation à la valeur de marché et réalisés sur des couvertures, alors que des pertes avaient été enregistrées à ce chapitre au premier trimestre.

Comparaison du premier semestre de 2009 et du premier semestre de 2008

Le revenu net a diminué de 314 millions de dollars ou de 35 % pour se situer à 583 millions, et il a été réduit par les charges d'un montant net de 519 millions après impôts dont il a été fait mention dans les deux sections précédentes qui portent sur les résultats des premier et deuxième trimestres de 2009. Le revenu net du même semestre de 2008 avait été réduit par des éléments notables totalisant 334 millions après impôts et ayant trait à des charges liées à la conjoncture des marchés financiers.

Le revenu net de PE Canada a progressé de 64 millions de dollars ou de 10 %. Les revenus se sont accrus grâce principalement à l'essor des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la hausse des revenus tirés des cartes et de Moneris, ce qui a été atténué par des pertes nettes sur titres de placement subies dans des marchés boursiers peu propices. Les frais se sont accrus essentiellement à cause de la montée des coûts des avantages sociaux, des impôts sur le capital, des coûts liés aux locaux et à l'entretien, des coûts de Moneris et des sommes consacrées à diverses initiatives.

Le revenu net de PE États-Unis s'est contracté de 8 millions de dollars américains ou de 15 %. Les revenus se sont améliorés de 9 millions de dollars américains ou de 1,9 %. Compte non tenu du gain de 38 millions de dollars américains généré par le

premier appel public à l'épargne de Visa Inc. au deuxième trimestre de 2008 et de l'incidence de 30 millions de dollars américains des acquisitions au Wisconsin, les revenus ont monté de 17 millions de dollars américains en raison surtout de l'essor du bilan et de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été atténué par la contraction des marges sur les prêts et par les conséquences de la détérioration des marchés du crédit. Cette détérioration a également entraîné la hausse des frais.

Le revenu net du groupe Gestion privée a fléchi de 84 millions de dollars ou de 41 % depuis le premier semestre de 2008. Le revenu net des six premiers mois de 2009 tient compte de la charge de 11 millions après impôts liée à des titres à enchères. Les résultats ont été affaiblis par la réduction des revenus tirés des services de placement traditionnels et des services tarifés des fonds d'investissement, ce qui témoigne de l'incidence négative que le manque de tonus des marchés boursiers a eue sur les actifs sous gestion et sous administration du groupe.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 270 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, les résultats ont été touchés par des charges de 428 millions après impôts associées à la dégradation des marchés financiers. Les résultats du même semestre de 2008 tenaient compte de charges de 296 millions après impôts. L'amélioration des résultats a découlé de la forte hausse des revenus de négociation et de ceux générés par les services bancaires aux grandes entreprises. Les revenus des secteurs sensibles aux taux d'intérêt et les commissions de prise ferme de titres de participation ont eux aussi augmenté, ce qui a été atténué par la montée des pertes sur titres.

Le revenu net des Services d'entreprise s'est contracté de 567 millions de dollars, ce qui a été causé par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, le recul des revenus et les indemnités de licenciement dont il a été fait mention ci-dessus.

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéficiaires déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total a augmenté de 35 millions de dollars ou de 1,3 % par rapport à la même période l'an dernier. PE Canada et BMO Marchés des capitaux ont enregistré de fortes hausses de leurs revenus alors que les autres groupes et les Services d'entreprise ont accusé des baisses. Les revenus ont monté de 213 millions ou de 8,8 % en regard du premier trimestre, et ce, en raison surtout des charges constatées dans cette période et de la nette progression des revenus des Services d'entreprise.

Le raffermissement du dollar américain est à l'origine d'une augmentation des revenus de 138 millions de dollars ou de 5,2 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et de 9 millions ou de 0,4 point de pourcentage par rapport au premier trimestre. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 163 millions de dollars ou de 14 % par rapport à la même période l'an dernier. La hausse des volumes de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis, la progression du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et des marges sur les prêts aux grandes entreprises de BMO Marchés des capitaux et l'élargissement des marges de PE Canada ont été partiellement compensées par un recul important du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. L'actif productif moyen s'est accru de 29 milliards de dollars, ce qui est essentiellement attribuable à l'appréciation du dollar américain, aux acquisitions et à la croissance interne des prêts de PE États-Unis ainsi qu'à la croissance des dépôts servant à la gestion de la trésorerie et des titres de BMO Marchés des capitaux.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net d'intérêts a légèrement augmenté. Quant à l'actif productif moyen, il a progressé de 4 milliards de dollars.

Depuis le début de l'exercice, le revenu net d'intérêts s'est accru de 280 millions de dollars ou de 12 %, ce qui a découlé de l'essor des volumes de tous les groupes d'exploitation, y compris PE Canada après un rajustement au titre des titrisations, atténué par la baisse importante qu'ont enregistrée les Services d'entreprise. L'actif productif moyen a augmenté de 22 milliards de dollars grâce, principalement, à l'accroissement des actifs liés aux soldes plus élevés des dépôts des clients, ce qui reflète l'attrait des dépôts bancaires dans le contexte actuel, et à la hausse des soldes des titres du marché monétaire de BMO Marchés des capitaux. L'actif productif de PE États-Unis s'est renforcé de 7 milliards grâce surtout aux acquisitions.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'est établie à 1,55 % pour le deuxième trimestre de 2009, soit 7 points de base de plus qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent et 4 points de base de plus qu'au premier trimestre de 2009. Les marges que dégage chaque groupe, la variation de l'ampleur des actifs de chaque groupe d'exploitation et le niveau du revenu net d'intérêts inscrit par les Services d'entreprise constituent les principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge globale de BMO. L'augmentation de 7 points de base sur un an est principalement due aux mesures prises pour atténuer les conséquences de l'augmentation des coûts du financement à long terme, à la croissance des volumes de produits plus rentables de PE Canada ainsi qu'aux solides résultats obtenus au chapitre des prêts aux grandes entreprises et à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation de BMO Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Les marges du groupe Gestion privée ont grandement diminué, mais comme il s'agit d'un groupe

relativement plus petit, l'effet de cette diminution sur la variation de la marge totale de BMO a été minime.

En regard de celle enregistrée il y a un an, la marge nette d'intérêts de PE Canada a augmenté de 30 points de base. Environ la moitié de cette hausse est attribuable aux titrisations de prêts hypothécaires dégagant de faibles marges. Le reste est le fait de l'accroissement des volumes des produits plus rentables, dont les prêts aux particuliers, les dépôts des particuliers et des entreprises et les prêts sur cartes de crédit, des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires et des mesures prises pour réduire les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Par rapport au premier trimestre, la marge nette d'intérêts de PE Canada s'est accrue de 17 points de base, ce qui est attribuable aux mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme et à des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Depuis un an et malgré l'incidence de 6 points de base qu'a eue l'affaiblissement des marchés du crédit, la marge nette d'intérêts de PE États-Unis s'est élargie de 12 points de base grâce à l'accent mis sur la tarification et l'obtention de nouveaux dépôts. La marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 53 points de base par rapport à la même période il y a un an en raison de l'élargissement marqué des marges sur les prêts aux grandes entreprises ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a nettement augmenté en regard du trimestre précédent, ce qui reflète essentiellement les mesures prises pour réduire le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif et de certaines positions de gestion de trésorerie. Comparativement à il y a un an, le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a affiché une forte baisse à cause surtout d'un portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif, de l'incidence continue des activités de financement visant à rehausser notre position en matière de liquidités, déjà excellente, et des conséquences des titrisations de cartes de crédit réalisées en 2008.

Depuis le début de l'exercice, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 7 points de base en raison de la montée des volumes des produits plus rentables de PE Canada, de meilleures marges générées par les prêts aux grandes entreprises et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation de BMO Marchés des capitaux, ce qui a été contrebalancé en grande partie par la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise.

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T1-2009	Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008
PE Canada	289	30	17	280	22
PE États-Unis	305	12	-	305	10
Services bancaires Particuliers et entreprises	293	28	14	286	22
Groupe Gestion privée	683	(237)	(165)	762	(131)
BMO Marchés des capitaux	109	53	2	108	47
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)**	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	155	7	4	153	7
Total des services de détail au Canada***	319	24	9	314	21

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations.

Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est négatif et abaisse la marge nette d'intérêts globale de BMO dans une plus grande mesure en 2009 qu'au cours des exercices précédents.

*** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.

n.s. - non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a baissé de 128 millions de dollars ou de 8,9% par rapport à la même période l'an dernier. Ce revenu a été affaibli par les charges de 117 millions imputées au revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation, tel que nous l'expliquons dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre. Le revenu autre que d'intérêts du deuxième trimestre de 2008 avait été soutenu par un recouvrement net, tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables. Les commissions et droits sur titres, les revenus tirés des fonds d'investissement et les gains sur titres ont fléchi à cause de la mauvaise tenue des marchés boursiers. Les commissions sur prêts de BMO Marchés des capitaux ont progressé tout comme l'ont fait les charges de service liées aux dépôts et aux paiements. Les revenus de titrisation se sont accrus de 129 millions par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 262 millions. Leur augmentation a découlé des 100 millions tirés de la titrisation de prêts sur cartes de crédit et des 29 millions générés par la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation. Les revenus incluent des gains de 36 millions réalisés sur la vente de prêts dans le cadre de nouvelles opérations de titrisation, en baisse de 20 millions par rapport à la période correspondante l'an dernier, ainsi que des gains de 172 millions sur la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, gains affichant une hausse de 112 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les titrisations ont réduit le revenu d'intérêts (171 millions de moins) au cours du trimestre ainsi que les frais de cartes de crédit (118 millions de moins) et les dotations à la provision pour pertes sur créances (44 millions de moins). L'incidence combinée des titrisations d'actifs au cours de la période considérée et des périodes précédentes a accru de 17 millions le revenu avant impôts du trimestre à l'étude. Nous titrisons des prêts essentiellement dans le but d'avoir accès à des sources de financement de substitution économiques. Au cours du trimestre, nous avons titrisé 950 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation. Les opérations de titrisation sont expliquées en détail à la note 4 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

Par rapport au premier trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est renforcé de 207 millions de dollars ou de 19%. Au trimestre précédent, ce revenu avait été affaibli par des charges de 528 millions liées à la conjoncture des marchés financiers, tel qu'il est expliqué dans la section Éléments notables figurant à la fin du présent Rapport de gestion. Le revenu autre que d'intérêts a monté dans tous les groupes d'exploitation ainsi que dans les Services d'entreprise. Le revenu de PE Canada s'est accru en raison surtout de la réduction des pertes sur titres de placement dans le trimestre. L'augmentation du revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a découlé des revenus d'assurance générés par l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie et du fait qu'une charge liée à l'évaluation de titres à enchères que nous avons offert d'acheter de clients avait été constatée au premier trimestre. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des revenus des services de placement traditionnels et de ceux générés par les services tarifés des fonds d'investissement. Le revenu autre que d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a fortement augmenté en raison du recul des pertes sur titres et de la progression des commissions sur prêts et de celles sur les fusions et acquisitions, ce qui a été contrebalancé en partie par une forte baisse des revenus de négociation. Le revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise a monté, surtout en raison des gains liés à l'évaluation à la valeur de marché et réalisés sur des opérations de couverture, alors que des pertes avaient été enregistrées au premier trimestre. Dans le premier trimestre, la volatilité des taux d'intérêt du marché avait causé des pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché de

couvertures de dérivés ne satisfaisant pas aux conditions de la comptabilité de couverture.

Depuis le début de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est renforcé de 171 millions de dollars ou de 7,6%. Le revenu de PE Canada s'est accru en raison de la progression de ceux tirés des cartes et des activités de Moneris. La forte hausse enregistrée par BMO Marchés des capitaux a résulté de l'augmentation des revenus de négociation et des commissions sur prêts, et l'amélioration affichée par les Services d'entreprise est attribuable à la hausse des revenus de titrisation. Le recul du revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée s'explique par la baisse des commissions et droits sur titres ainsi que des revenus tirés des fonds d'investissement à cause de la mauvaise conjoncture des marchés boursiers.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 208 millions de dollars ou de 12% par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 1 888 millions. Chaque groupe a vu ses frais autres que d'intérêts augmenter. Le raffermissement du dollar américain a haussé ces frais de 96 millions ou de 5,7 points de pourcentage. Le reste de leur hausse a découlé principalement de l'incidence de 34 millions des entreprises acquises et des indemnités de licenciement de 118 millions constatées par les Services d'entreprise. Compte non tenu de ces trois éléments, ces frais ont baissé de 40 millions ou de 2,4%. Les charges au titre des indemnités de licenciement ont été engagées essentiellement aux fins de la rationalisation de la structure de gestion de l'ensemble des activités et des services de soutien de l'entreprise, ce qui a signifié la réduction des paliers et l'élargissement des mandats. Nous prévoyons que lorsque les changements auront été apportés à notre structure, les économies, exprimées en rendement annualisé, seront supérieures aux indemnités de licenciement.

Les frais associés au personnel ont augmenté à cause des charges au titre des indemnités de licenciement des Services d'entreprise et de la hausse des coûts des avantages sociaux, ce qui a été atténué par la baisse de la rémunération liée au rendement. Les coûts de l'assurance-dépôts aux États-Unis ont monté à cause des majorations de primes et de l'essor des activités, et les impôts sur le capital et les coûts liés aux locaux ont eux aussi augmenté.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -11,0% pour le trimestre à l'étude.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 47 millions de dollars ou de 2,6%. Le résultat du deuxième trimestre traduit la hausse des indemnités de licenciement et des coûts de l'assurance-dépôts aux États-Unis. Les frais autres que d'intérêts du premier trimestre tenaient compte des charges de 45 millions de dollars liées à la rémunération à base d'actions et relatives à des attributions faites à des employés admissibles à la retraite et de l'avantage associé à la réduction de la provision constituée à l'égard du litige impliquant Visa. Si on rajuste les résultats des deux trimestres au titre des indemnités de licenciement et de l'assurance-dépôts ainsi que ceux du premier trimestre au titre de la rémunération à base d'actions et de Visa, les frais ont baissé d'un trimestre à l'autre, ce qui constitue l'un de nos grands objectifs.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts affichent une hausse de 435 millions de dollars ou de 13% et atteignent 3 729 millions. Environ 400 millions de cette hausse a résulté de l'appréciation du dollar américain, des indemnités de licenciement, incluant celle constatée par BMO Marchés des capitaux au premier trimestre, et de l'incidence des coûts d'exploitation et d'intégration des nouvelles acquisitions.

Depuis le début de l'exercice, le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -3,5%.

Gestion des risques

Les marchés financiers sont demeurés volatils au cours des trois derniers mois, ce qui témoigne de la crise des marchés du crédit et de la récession à l'échelle mondiale. Plus récemment, les turbulences sur ces marchés et sur les marchés boursiers se sont quelque peu apaisées car il s'est produit divers événements d'ordre économique suggérant que la profonde récession qui a actuellement cours pourrait prendre fin d'ici la fin de l'année. Qui plus est, les tests de résistance que la Réserve fédérale a effectués ont permis d'évaluer avec plus de précision la situation financière des banques américaines.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances dans le deuxième trimestre de 2009 s'élevèrent à 372 millions de dollars, ce qui comprend 127 millions au Canada et 245 millions aux États-Unis. Les dotations incluent 41 millions au titre d'une hausse non récurrente liée à un changement du mode de constitution de la provision du portefeuille de prêts aux particuliers de PE Canada. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances totalisaient 151 millions au deuxième trimestre de 2008 et 428 millions au premier trimestre de 2009. Dans le trimestre à l'étude ou dans les périodes correspondantes, il n'est survenu aucun changement dans la dotation à la provision générale, celle-ci nous paraissant d'un niveau toujours approprié.

Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation des résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation suivant leur quote-part des pertes sur créances prévues pour un cycle économique. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues au cours du cycle économique et les dotations à la provision trimestrielles requises compte tenu des pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les dotations à la provision pour pertes sur créances du trimestre calculées en fonction des pertes réelles sont présentées ci-après.

Pour le deuxième trimestre de 2009, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 372 millions de dollars de BMO se composent d'un montant de 124 millions pour PE Canada (incluant le montant non récurrent de 41 millions indiqué ci-dessus), d'un montant de 143 millions pour PE États-Unis et d'un montant de 105 millions pour BMO Marchés des capitaux. Pour le même trimestre de 2008, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 151 millions de BMO se composaient d'un montant de 89 millions pour PE Canada, d'un montant de 17 millions pour PE États-Unis et d'un montant de 45 millions pour BMO Marchés des capitaux. Au premier trimestre de 2009, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 428 millions de BMO se composaient d'un montant de 111 millions pour PE Canada (incluant une charge en raison d'une fraude sur cartes de crédit), d'un montant de 192 millions pour PE États-Unis et d'un montant de 125 millions pour BMO Marchés des capitaux.

Les dotations à la provision spécifique de ce trimestre représentent 79 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, comparativement à 90 points de base au premier trimestre, à 35 points de base il y a un an et à 23 points de base, en moyenne, au cours des cinq dernières années. Depuis le premier trimestre de 2009, nous présentons des statistiques de crédit qui excluent des prêts les titres pris en pension ou empruntés. Tous les chiffres comparatifs ont été retraités.

Les dotations à la provision spécifique du premier semestre totalisent 800 millions de dollars, mais la provision générale pour pertes sur créances demeure inchangée. Pour le même semestre de 2008, les dotations aux provisions pour pertes sur créances totalisaient 381 millions, soit 321 millions de dotations à la provision spécifique et une hausse de 60 millions de la provision générale.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 694 millions de dollars pour le trimestre, ce qui signale une baisse par rapport aux 712 millions du trimestre précédent, mais une hausse en regard des 554 millions inscrits il y a un an. Les secteurs des prêts immobiliers aux entreprises et de l'industrie manufacturière aux États-Unis ont compté pour la plus grande partie des nouveaux prêts douteux du deuxième trimestre. Les ventes de prêts douteux s'établissent à 55 millions pour le deuxième trimestre, alors qu'il n'y avait pas eu de telles ventes dans le premier trimestre de 2009 ni dans le deuxième trimestre de 2008. Le solde brut des prêts douteux totalise 2 972 millions à la fin du deuxième trimestre, en hausse comparativement à 2 666 millions à la fin du trimestre précédent et à 2 387 millions à la fin de 2008.

La provision totale pour pertes sur créances s'établit à 1 825 millions de dollars, comparativement à 1 741 millions au premier trimestre de 2009, et elle est constituée d'une provision spécifique de 511 millions de dollars et d'une provision générale de 1 314 millions. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille de crédit qui ne peut être associée à des actifs précis et est réévaluée chaque trimestre. Cette provision a diminué de 20 millions de dollars depuis la fin du trimestre précédent en raison du fléchissement du dollar américain.

Les radiations réduisent les prêts douteux et les provisions ainsi que le ratio de la provision pour pertes sur créances au montant brut des prêts douteux. Si aucune radiation n'avait été constatée en 2009, le montant brut des prêts douteux serait de 3 754 millions de dollars et les dotations à la provision spécifique totaliseraient 1 293 millions.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentent 76,1 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, contre 73,1 % au trimestre précédent et 78,7 % il y a un an. Ces écarts sont dus surtout aux variations des volumes des prêts aux grandes entreprises. Les prêts garantis représentent environ 87,8 % du portefeuille de prêts aux particuliers. Si on exclut les prêts sur cartes de crédit, le portefeuille de prêts aux particuliers est constitué à environ 89,9 % de prêts garantis. Aux États-Unis, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 16,3 milliards de dollars américains et comprend principalement trois grandes catégories d'actifs, soit des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (39 %), des prêts sur valeur domiciliaire (32 %) et des prêts automobiles indirects (26 %).

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent difficiles tout au long de 2009, l'économie mondiale ayant peine à retrouver son élan.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 77 à 82 du Rapport annuel 2008 de BMO. Comme nous l'avions précisé à la fin de l'exercice 2008, certaines positions ont été transférées de notre portefeuille de titres de négociation à notre portefeuille de titres disponibles à la vente au cours du quatrième trimestre de 2008. Ces positions sont toutefois restées dans les mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur pendant tout le quatrième trimestre. Le retrait de ces positions des mesures globales de la VAR et du risque lié à l'émetteur au premier trimestre est la principale raison de la diminution du risque lié à la valeur de marché et de la volatilité du revenu de nos activités de négociation et de prise ferme. Le risque de taux d'intérêt associé à ces positions est intégré dans la composante Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice) de nos mesures du risque lié à la valeur de marché. Les diminutions enregistrées par le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu au cours du deuxième trimestre sont essentiellement attribuables à un contexte de recul des écarts de taux. Aucun changement

important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque de marché dans nos activités de négociation et de prise ferme au cours du trimestre.

Aucun changement important n'a été apporté non plus aux niveaux du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position sûre même lorsque la pression se fait forte.

Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre. Notre exposition au risque structurel de marché a augmenté depuis la fin de l'exercice mais a baissé depuis le trimestre précédent, comme l'illustre l'augmentation de la volatilité du revenu net sur douze mois dans le tableau ci-après.

L'augmentation survenue depuis la fin de l'exercice tient au fait que, compte tenu du contexte actuel de recul des taux d'intérêt, de nouvelles baisses des taux auraient vraisemblablement pour effet de réduire le rendement des actifs plus qu'elles ne feraient diminuer les taux payés sur les dépôts. La baisse enregistrée depuis le trimestre précédent résulte en partie de la réduction de 0,75 % du taux de la Banque du Canada, taux qui a été ramené à 0,25 %, ce qui a abaissé l'exposition du revenu à d'autres diminutions de taux.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2009	T1-2009	T2-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
Nouvelles dotations à la provision spécifique	419	483	201	902	406
Reprises sur provisions établies précédemment	(15)	(19)	(15)	(34)	(28)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(32)	(36)	(35)	(68)	(57)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	372	428	151	800	321
Hausse de la provision générale	-	-	-	-	60
Dotation à la provision pour pertes sur créances	372	428	151	800	381
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,79 %	0,90 %	0,35 %	0,85 %	0,38 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,79 %	0,90 %	0,35 %	0,85 %	0,45 %

Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2009	T1-2009	T2-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
SBPAD au début de la période	2 666	2 387	1 347	2 387	720
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	694	712	554	1 406	1 262
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(97)	58	31	(39)	52
Radiations	(291)	(491)	(112)	(782)	(214)
SBPAD à la fin de la période	2 972	2 666	1 820	2 972	1 820
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	1,64 %	1,39 %	1,05 %	1,64 %	1,05 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	12,95 %	11,91 %	9,54 %	12,95 %	9,54 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T2-09 : 150 millions de dollars; T1-09 : 158 millions de dollars; T2-08 : 98 millions de dollars).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Activités de négociation et de prise ferme	(19,1)	(23,5)	(33,4)	(14,9)	(18,1)	(28,7)
Éléments du portefeuille structurel	(295,8)	(276,1)	(267,9)	(61,3)	(100,5)	(30,2)
BMO Groupe financier	(314,9)	(299,6)	(301,3)	(76,2)	(118,6)	(58,9)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché - Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009				Au 31 janvier 2009	Au 31 octobre 2008
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,4)	(0,4)	(0,9)
Risque lié aux actions	(9,2)	(8,6)	(11,8)	(6,2)	(9,6)	(7,3)
Risque lié au change	(3,8)	(6,7)	(8,2)	(3,8)	(6,3)	(1,4)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché) 1)	(13,0)	(16,1)	(22,8)	(13,0)	(16,1)	(30,6)
Diversification 2)	8,2	10,1	n.s.	n.s.	10,7	6,4
Risque global	(18,3)	(21,8)	(27,0)	(18,3)	(21,7)	(33,8)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(8,0)	(8,8)	(12,3)	(7,1)	(9,8)	(11,6)
Risque lié à l'émetteur	(3,1)	(4,4)	(9,5)	(3,1)	(4,7)	(6,1)
Risque total lié à la valeur de marché	(29,4)	(35,0)	(41,0)	(29,4)	(36,2)	(51,5)

n.s. - non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

1) En 2009, les mesures excluent les titres transférés dans le portefeuille de titres disponibles à la vente au quatrième trimestre de 2008.

2) Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas significatif.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Hausse de 100 points de base	(223,3)	(222,7)	(220,8)	12,6	10,6	(4,4)
Baisse de 100 points de base	232,9	220,8	169,2	(59,6)	(22,1)	(21,0)
Hausse de 200 points de base	(471,8)	(472,3)	(488,6)	3,7	5,4	(16,2)
Baisse de 200 points de base	380,8	417,9	328,4	(121,9)	(123,3)	(177,6)

*Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO, ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons et présentons les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

La provision pour impôts sur les bénéfices est de 18 millions de dollars, en baisse de 110 millions depuis le deuxième trimestre de 2008, mais en hausse de 89 millions par rapport au premier trimestre de 2009. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre est de 4,4 %, comparativement à 16,3 % au deuxième trimestre de 2008 et à un taux de recouvrement de 41,0 % au premier trimestre de 2009. La provision pour impôts sur les bénéfices du premier semestre de 2009 a fléchi de 90 millions en regard de ce qu'elle était en 2008, ce qui s'est traduit par un recouvrement de 53 millions, pour un taux de recouvrement de 9,4 % depuis le début de l'exercice. En comparaison, dans la même période de l'exercice précédent, la provision pour impôts sur les bénéfices avait été de 37 millions, pour un taux d'imposition effectif de 3,8 %.

Abstraction faite de l'incidence des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et aux indemnités de licenciement, le taux d'imposition effectif rajusté pour le trimestre est de 14,8 %, comparativement à 14,0 % au premier trimestre de 2009 et à 15,3 % au deuxième trimestre de 2008. Ces changements du taux d'imposition effectif rajusté pour le trimestre sont essentiellement attribuables à la proportion moins importante de revenus dans les territoires où les taux d'imposition

sont moins élevés, facteur qui a été compensé par la montée du revenu exonéré d'impôt.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur les bénéfices durant la période en cours, ce qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné des charges d'impôts sur les bénéfices affectées aux capitaux propres de 104 millions de dollars pour le trimestre et de 38 millions depuis le début de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2009	T1-2009	T4-2008	T3-2008	T2-2008	T1-2008	T4-2007	T3-2007
Revenu total	2 655	2 442	2 813	2 746	2 620	2 026	2 200	2 555
Dotation à la provision pour pertes sur créances – spécifique	372	428	315	434	151	170	101	91
Dotation à la provision pour pertes sur créances – générale	-	-	150	50	-	60	50	-
Frais autres que d'intérêts	1 888	1 841	1 818	1 782	1 680	1 614	1 655	1 659
Revenu net	358	225	560	521	642	255	452	660
Résultat de base par action (en dollars)	0,61	0,39	1,06	1,00	1,25	0,48	0,89	1,30
Résultat dilué par action (en dollars)	0,61	0,39	1,06	0,98	1,25	0,47	0,87	1,28
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,55	1,51	1,71	1,59	1,48	1,45	1,47	1,61
Taux d'imposition effectif (%)	4,4	(41,0)	(9,2)	(12,2)	16,3	(50,3)	(19,3)	15,7
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,24	1,23	1,11	1,01	1,01	1,00	1,00	1,07
Revenu net :								
PE Canada	350	325	333	331	320	291	293	361
PE États-Unis	25	34	12	28	30	26	33	25
Services bancaires Particuliers et entreprises	375	359	345	359	350	317	326	386
Groupe Gestion privée	62	57	75	108	107	96	101	99
BMO Marchés des capitaux	249	179	290	263	187	(29)	46	194
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(328)	(370)	(150)	(209)	(2)	(129)	(21)	(19)
BMO Groupe financier	358	225	560	521	642	255	452	660

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO sont présentées en détail aux pages 87 et 88 du Rapport annuel 2008. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs, y compris la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats, allant du troisième trimestre de 2007 au deuxième trimestre de 2009.

Des éléments notables ont eu une incidence sur le revenu de BMO Marchés des capitaux. Les pertes sur produits de base de 149 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 ont diminué au cours de 2008, la taille et le risque du portefeuille ayant été réduits. Les résultats du quatrième trimestre de 2007 jusqu'au deuxième trimestre de 2009 comprennent des charges liées à l'incidence de la conjoncture des marchés financiers. Les charges se sont largement reflétées dans BMO Marchés des capitaux et se sont établies à 318 millions, 488 millions, (42 millions), 134 millions, 45 millions, 528 millions et 117 millions, respectivement. Les autres secteurs de BMO Marchés des capitaux qui n'ont pas été touchés par les éléments notables ont dégagé des rendements très solides en 2007, mais les conditions de marché se sont affaiblies en 2008, avec des améliorations aux premier et deuxième trimestres de 2009.

PE Canada a continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2008 ainsi qu'au début de 2009, avec des mouvements favorables de la part de marché dans un certain nombre de secteurs clés et l'amélioration des taux de fidélisation chez la clientèle formée de particuliers. PE États-Unis a évolué dans un contexte d'affaires difficile dans la dernière année et l'effet des mauvaises conditions de crédit, qui a diminué le revenu et augmenté les frais, s'est fait ressentir de plus en plus dans les résultats de 2008 et de 2009. L'incidence de ces facteurs sur le revenu net s'est chiffrée à 22 millions de dollars américains en 2008 et à 22 millions de dollars américains depuis le début de l'exercice. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 tenaient compte de la phase finale de l'intégration des acquisitions au Wisconsin.

Les résultats du groupe Gestion privée témoignent de la stabilité du revenu jusqu'au quatrième trimestre de 2008, période où la croissance des revenus a ralenti à cause de la forte baisse des actifs sous gestion et sous administration qu'a causée une conjoncture fort difficile. Les niveaux de ces actifs sont demeurés faibles dans les deux premiers trimestres de 2009. Les charges associées aux mesures prises pour aider les clients américains à composer avec la dérive des marchés financiers ont affaibli les

résultats du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009. Les résultats des Services d'entreprise reflètent l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances en raison de la répartition par BMO de ces dotations selon les pertes prévues. Les résultats enregistrés en 2009 ont également subi les contrecoups de la réduction des revenus, comme nous l'expliquons dans la section qui traite des Services d'entreprise, et tiennent compte de charges de 118 millions au titre des indemnités de licenciement constatées dans le plus récent trimestre.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont plus élevées, la conjoncture économique s'étant dégradée par rapport à l'environnement de crédit particulièrement favorable des dernières années.

Après s'être affaibli durant les quelques dernières années, le dollar américain s'est raffermi vers la fin de 2008 et surtout au premier trimestre de 2009. Un dollar américain plus fort augmente les valeurs après conversion des revenus et des frais de BMO qui sont libellés en dollars américains.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 432,2 milliards de dollars, a augmenté de 16,2 milliards depuis le 31 octobre 2008, déduction faite de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, qui a réduit de 1,3 milliard, après conversion, les actifs libellés en dollars américains. L'augmentation de 16,2 milliards reflète essentiellement la croissance des actifs dérivés (11,9 milliards), des titres pris en pension ou empruntés (10,5 milliards) et des valeurs mobilières (7,4 milliards), ce qui a été partiellement neutralisé par la baisse du solde net des prêts et acceptations (7,3 milliards) et le recul des soldes d'encaisse (6,9 milliards).

La progression de 11,9 milliards de dollars des actifs financiers dérivés est survenue principalement dans les contrats sur taux d'intérêt en raison des mouvements et de la volatilité des taux d'intérêt, ce qui a été partiellement neutralisé par une diminution des contrats de change et des contrats sur titres de participation. Des mouvements similaires ont été observés pour les passifs financiers dérivés.

La croissance des titres pris en pension ou empruntés (10,5 milliards de dollars) et la baisse des liquidités (6,9 milliards) s'expliquent par le fait que les clients ont opté davantage pour des titres mis en pension. La baisse du solde net des prêts et acceptations (7,3 milliards) est attribuable à une diminution des prêts aux entreprises et administrations publiques (6,9 milliards) et à une baisse des prêts hypothécaires à l'habitation

(1,2 milliard), ce qui a résulté essentiellement des activités de titrisation.

La diminution de 6,9 milliards de dollars de l'encaisse s'explique pour une grande part par la variation des dépôts des clients qui sont de grandes entreprises puisque les marchés se sont stabilisés et qu'ils ont investi dans des titres pris en pension ou empruntés tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le passif et les capitaux propres ont progressé de 16,2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008. Cette hausse tient compte d'une baisse de 1,3 milliard attribuable à l'incidence d'un dollar américain plus faible. L'accroissement de 16,2 milliards reflète principalement la hausse des passifs financiers dérivés (15,0 milliards), des titres mis en pension ou prêtés (13,7 milliards) et des capitaux propres (1,8 milliard), partiellement contrebalancés par une diminution des dépôts (10,5 milliards) et des titres vendus à découvert (4,7 milliards).

Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 48 % du total des dépôts, ou 118,2 milliards de dollars, ont diminué de 17,9 milliards, ce qui est en grande partie attribuable au fait que les clients qui sont des entreprises américaines ont délaissé les dépôts à vue pour se tourner vers les titres mis en pension, titres qui génèrent un meilleur rendement et qui ont augmenté de 13,7 milliards. Ces dépôts de clients ont été investis à court terme auprès de la Réserve fédérale américaine. Les dépôts des banques, qui représentent 11 % du total des dépôts, ou 27,9 milliards, ont fléchi de 2,5 milliards. Les dépôts des particuliers, qui représentent les 41 % restants du total des dépôts, ou 101,1 milliards, ont augmenté de 9,9 milliards, principalement pour ce qui est des dépôts à terme fixe et des dépôts à préavis, et ont servi à réduire les dépôts des entreprises. Le produit associé à la hausse nette des titres mis en pension ou prêtés et des titres vendus à découvert a servi aux activités de négociation.

L'accroissement de 1,8 milliard de dollars des capitaux propres reflète un montant de 1,0 milliard de dollars généré par l'émission de 33,3 millions d'actions ordinaires et l'émission d'actions privilégiées d'un montant net de 0,4 milliard de dollars.

Gestion du capital

Au 30 avril 2009, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 10,70 %, avec un capital de première catégorie de 19,7 milliards de dollars et un actif pondéré en fonction des risques de 184,6 milliards. Ce ratio demeure solide, ayant augmenté de 93 points de base par rapport à 9,77 % au 31 octobre 2008. Son augmentation a découlé de l'essor du capital et de la diminution de l'actif pondéré en fonction des risques, ce qui a été atténué par les répercussions de la clôture de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie le 1^{er} avril 2009.

La croissance du capital de première catégorie est essentiellement attribuable à l'émission de capital au cours du premier trimestre et à l'incidence de l'émission d'actions privilégiées, série 21, à 6,50 % de 275 millions de dollars, le 20 mars 2009, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation de certaines déductions prescrites par Bâle II et par le fait que, le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté une nouvelle exigence imposée par cet accord et en vertu de laquelle les investissements dans des entités non consolidées et les investissements importants, excluant les filiales d'assurance détenues avant le 1^{er} janvier 2007, doivent faire l'objet d'une déduction de 50 % du capital de première catégorie et d'une déduction de 50 % du capital de deuxième catégorie. Le placement supplémentaire de la Banque dans sa filiale d'assurance, placement visant à soutenir l'acquisition de la société d'assurance précitée, est également déduit à raison de 50 % du capital de première catégorie et de 50 % du capital de

deuxième catégorie. Antérieurement, ces déductions ne touchaient que le capital de deuxième catégorie.

L'actif pondéré en fonction des risques a baissé de 7 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2008 en raison surtout de la diminution de l'actif pondéré en fonction du risque de marché ainsi que de l'actif pondéré en fonction du risque de crédit des portefeuilles de prêts et de ceux servant à la négociation. Cette baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction du risque de titrisation. Aux termes de Bâle II, l'actif pondéré en fonction du risque de crédit variera en fonction du contexte économique sous-jacent. Compte tenu des perspectives économiques actuelles, nous nous attendons à ce que cet actif augmente dans le reste de l'année.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 13,20 % au 30 avril 2009. Ce ratio a augmenté de 103 points de base par rapport à celui de 12,17 % au 31 octobre 2008. Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques de BMO est de 8,24 %, contre 7,47 % au 31 octobre 2008 et est élevé comparativement à ceux des autres groupes de notre secteur au Canada et à l'échelle internationale.

Au cours du trimestre, 4 309 000 actions ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires au cours du trimestre.

Le 26 mai 2009, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalent à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Le dividende doit être versé le 27 août 2009 aux actionnaires inscrits le 7 août 2009. Les détenteurs d'actions ordinaires qui choisissent de réinvestir les dividendes dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires de BMO, au lieu de recevoir une somme en espèces, obtiendront un escompte de 2 % sur le prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 21 mai 2009	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	545 116 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18 (note 1)	150 000 000 \$
Série 21 (note 1)	275 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 10	396 000 000 \$
Options sur actions	
- droits acquis	13 841 000
- droits non acquis	7 035 000

Les notes 21 et 23 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 135 à 138 du Rapport annuel 2008, ainsi que le tableau de la page 62 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2008, traitent en détail du capital-actions.

Note 1 : aucune action des séries 17, 19 et 20 n'a été émise.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T2-2009	T4-2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	16 911	15 974
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 171	1 996
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 933	2 486
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	29	39
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 670)	(1 635)
Cumul des pertes nettes non réalisées après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	(34)	(15)
Capital net de première catégorie	20 340	18 845
Déductions liées à la titrisation	(173)	(115)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	(56)	-
Investissements importants	(366)	-
Autres déductions	-	(1)
Capital de première catégorie rajusté	19 745	18 729
Dette subordonnée	4 379	4 175
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul du gain non réalisé après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	-	-
Provision générale pour pertes sur créances admissibles	310	494
Total du capital de deuxième catégorie	5 489	5 469
Déductions liées à la titrisation	(9)	(6)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	(55)	-
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(796)	(871)
Autres déductions	-	-
Capital de deuxième catégorie rajusté	4 629	4 592
Capital total	24 374	23 321

Actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T2 2009	T4 2008
Risque de crédit	159 554	163 616
Risque de marché	8 157	11 293
Risque opérationnel	16 895	16 699
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	184 606	191 608
Plancher réglementaire	-	-
Total de l'actif pondéré en fonction des risques pendant la transition	184 606	191 608

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

Cote de crédit

Les cotes de crédit attribuées aux créances prioritaires de BMO demeurent inchangées avec une perspective stable. Les quatre cotes de crédit attribuées à BMO sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Elles demeurent les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa1 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées attribuées aux administrateurs, ainsi que les contrats de prêt à taux réduit consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 146 de notre Rapport annuel 2008.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits à la page 68 de notre Rapport annuel 2008 et aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés non vérifiés. La section intitulée Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles présente plus de détails sur les changements apportés à nos arrangements hors bilan au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2008 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2008 contient, aux pages 69 à 71, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel 2008 afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} novembre 2008, BMO a adopté les dispositions du nouveau chapitre du *Manuel de l'ICCA*, intitulé Écarts d'acquisition et actifs incorporels. Nous avons retraité les états financiers des périodes antérieures par suite de ce changement. Aux termes des nouvelles règles, nous devons reclasser dans les actifs incorporels certains logiciels inclus dans les locaux et le matériel. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats de nos activités d'exploitation ni sur notre situation financière et n'a pas d'incidence importante sur le revenu net. Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board, pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le 1^{er} novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme base pour la préparation de nos états financiers consolidés.

Comme les IFRS seront vraisemblablement modifiées avant que nous les adoptions, nous ne pouvons encore déterminer quelle en sera l'incidence sur nos résultats financiers.

Notre plan de transition nous permettant de satisfaire aux exigences des IFRS demeure sur la bonne voie. Les éléments clés de notre plan de transition sont présentés à la page 71 de notre Rapport annuel 2008. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel 2008 afin de prendre connaissance de ces explications.

Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles

Les pages 62 à 67 du Rapport annuel 2008 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur les instruments financiers, qui, en 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature des expositions de BMO au 30 avril 2009, lesquelles sont présentées aux sections qui suivent.

Prêts aux particuliers

Aux États-Unis, le portefeuille des prêts aux particuliers totalise 16,3 milliards de dollars américains et comprend principalement trois catégories d'actifs : des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (39 %), des prêts sur valeur domiciliaire (32 %) et des prêts automobiles indirects (26 %). Le reste du portefeuille américain inclut notre exposition limitée aux autres produits de prêt aux particuliers, notamment un montant nominal de 1 million de dollars américains de prêts sur cartes de crédit lié aux acquisitions au Wisconsin.

Au Canada, le portefeuille de prêts aux particuliers totalise 72,5 milliards de dollars et comprend également trois grandes catégories d'actifs : des prêts hypothécaires à l'habitation (52 %), des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers (45 %) et des prêts sur cartes de crédit (3 %).

Les sections qui suivent abordent les prêts hypothécaires à risque élevé, les prêts hypothécaires à l'habitation Alt-A et les prêts sur valeur domiciliaire, portefeuilles qui suscitent de plus en plus l'intérêt des investisseurs à l'heure actuelle.

Prêts hypothécaires de premier rang à risque élevé

Aux États-Unis, nous avons 0,28 milliard de dollars américains (0,25 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008) de prêts hypothécaires de premier rang présentant des caractéristiques de prêts à risque élevé à la date d'autorisation. Une petite fraction de ce qui précède vise des prêts non garantis présentant une quotité de financement supérieure à 80 % au moment de l'octroi. Un faible montant, soit 10,4 millions de dollars, ou 3,67 % (5,4 millions ou 2,14 % au 31 octobre 2008) du portefeuille est constitué de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus. À titre de comparaison, ce taux est de 1,81 % pour le portefeuille total de prêts hypothécaires de premier rang de BMO aux États-Unis.

BMO a aussi une exposition nette de 129 millions de dollars américains (159 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) à une société qui a acheté des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts hypothécaires à risque élevé) à prix réduit.

Au Canada, BMO n'a pas de programme de prêts hypothécaires à risque élevé. Les décisions d'accord de prêts hypothécaires de BMO se fondent sur une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'un élément du processus d'octroi et, par conséquent, nous ne classons pas les prêts sur la seule base de la cote de solvabilité.

Prêts hypothécaires de premier rang Alt-A

Aux États-Unis, les prêts Alt-A sont généralement considérés comme des prêts pour lesquels les critères d'admissibilité de l'emprunteur font l'objet d'une vérification limitée. Le portefeuille américain comprenait deux programmes de prêts correspondant à cette définition : les programmes Easy Doc et No Doc. Nous avons mis fin à ces programmes au troisième trimestre de 2008. Les prêts du programme No Doc, qui représentent la plus grande part de cette catégorie, nécessitent une cote élevée de solvabilité de la part d'un bureau de crédit, soit au moins 660, et d'excellentes quotités de financement, soit au plus 80 % (90 % si le prêt était assuré par une assurance hypothécaire privée). Compte tenu de ces exigences, la qualité de

crédit de notre portefeuille de prêts Alt-A est solide et le rendement des comptes est satisfaisant. Aux États-Unis, nos prêts Alt-A directs totalisent 1,4 milliard de dollars américains (1,6 milliard de dollars américains au 31 octobre 2008). De ce montant, 45 millions de dollars, soit 3,09 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus au 30 avril 2009 (10 millions ou 0,62 % au 31 octobre 2008).

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Par le passé, nous avons choisi de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de certains clients de la Banque lorsqu'ils présentaient par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit; cependant, cette approche n'est plus utilisée. Notre programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents permet une vérification limitée du revenu, mais comporte d'autres critères stricts d'admissibilité. Il y a environ 2,4 milliards de dollars (2,2 milliards au 31 octobre 2008) de prêts en cours en vertu de ce programme. De ce montant, seulement 19 millions de dollars, soit 0,79 % (11 millions ou 0,51 % au 31 octobre 2008) représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Prêts sur valeur domiciliaire

Aux États-Unis, le portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire se chiffre à 5,2 milliards de dollars américains, ce qui représente 3,0 % du portefeuille total de prêts de BMO au 30 avril 2009. Dans l'ensemble du portefeuille, des prêts d'un montant de 305 millions de dollars américains (300 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) ont été accordés à des clients ayant une cote de solvabilité initiale inférieure à 620 et seraient classés dans la catégorie des prêts à risque élevé (549 millions de dollars américains autorisés) s'ils étaient inclus dans le portefeuille de prêts hypothécaires. De ce montant, seulement 4 millions de dollars américains, soit 1,28 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (2 millions de dollars américains et 0,81 % au 31 octobre 2008).

BMO a également offert des prêts dans le cadre de deux programmes à vérification restreinte au sein du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis, qui seraient classés dans la catégorie Alt-A s'ils figuraient dans le portefeuille des prêts hypothécaires de premier rang. Le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élève à 1,0 milliard de dollars américains et l'encours, à 0,6 milliard de dollars américains. Les prêts accordés en vertu de ces programmes sont soumis aux mêmes exigences strictes en matière de cote de solvabilité et de quotité de financement que le portefeuille des prêts hypothécaires de premier rang; le portefeuille a donc affiché un bon rendement. Au 30 avril 2009, 5 millions de dollars américains, soit 0,82 % du portefeuille, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours, situation n'ayant guère changé depuis le 31 octobre 2008. À titre de comparaison, ce taux s'établit à 0,95 % (0,57 % au 31 octobre 2008) pour le portefeuille total de prêts sur valeur domiciliaire de BMO aux États-Unis. Nous avons également mis un terme à ces programmes au cours du troisième trimestre de 2008.

Nous considérons également que les prêts sur valeur domiciliaire accordés à des clients dont la cote de crédit est supérieure à 620 mais inférieure à 660 constituent des éléments plus risqués pour le portefeuille de prêts. Cette composante du portefeuille représente 0,3 milliard de dollars américains et 4 millions de dollars américains, ou 1,35 % de ces prêts, représentent des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours (3 millions de dollars américains ou 0,90 % au 31 octobre 2008).

Les prêts dont la quotité de financement est supérieure à 90 % au moment de leur octroi représentent 0,3 milliard de dollars

américains, soit 6,4 % du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis. Les prêts consentis à des clients présentant une quotité de financement supérieure à 80 % et une cote de solvabilité inférieure à 660 au moment de l'octroi ne représentent que 0,3 milliard de dollars américains du portefeuille.

Au Canada, nous avons un portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire de 14,9 milliards de dollars (13,8 milliards au 31 octobre 2008). Les montants autorisés totalisent 26,9 milliards (25,4 milliards au 31 octobre 2008). Les prêts sur valeur domiciliaire n'excèdent généralement pas le ratio de quotité de financement de 80 % au moment de l'octroi. Ce portefeuille est de première qualité, la proportion de prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus n'étant que de 0,13 % (0,08 % au 31 octobre 2008). L'une de ces marges de crédit est offerte exclusivement sur des hypothèques de premier rang. Ce produit compte pour environ 56 % du portefeuille total. Les autres comprennent un ensemble diversifié de positions sur des hypothèques de premier rang et de rang inférieur. Nous avons également un portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire remboursables à tempérament d'une valeur de 0,3 milliard, dont 2 millions de dollars sont des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

Financement à levier financier

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit plus élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier, ces prêts correspondant à moins de 1 % de notre actif total avec un encours de 3,4 milliards de dollars au 30 avril 2009 (5,5 milliards autorisés), comparativement à un encours de 3,6 milliards (5,8 milliards autorisés) au 31 octobre 2008. De ce montant, 289 millions de dollars ou 8,4 % étaient considérés comme douteux (234,1 millions ou 6,5 % au 31 octobre 2008).

Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit

Les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élèvent à 496 millions de dollars (573 millions au 31 octobre 2008) au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie et à 28 millions (19 millions au 31 octobre 2008) au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables. Un rajustement cumulé de 91 millions au 30 avril 2009 (104 millions au 31 janvier 2009 et 60 millions au 31 octobre 2008) lié au risque de contrepartie a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

Une tranche d'environ 54 % des 496 millions de dollars (88 % des 573 millions au 31 octobre 2008) des expositions est liée à des contreparties ayant obtenu une cote d'au moins AA de la part de S&P. Le reste est également lié à des contreparties ayant reçu une cote de première qualité de S&P. Les cotes de crédit attribuées par Moody's sont moins élevées. Environ 54 % de l'exposition de 28 millions de dollars aux titres de créance négociables est lié à des contreparties ayant une cote BBB- ou une cote plus élevée. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en jeu des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit est d'environ 4,1 milliards de dollars (environ 4,5 milliards au 31 octobre 2008). La plupart des contrats avec ces sociétés concerne des titres adossés à des créances avec flux groupés et des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et fournissent une protection contre les pertes découlant des défaillances. L'exposition de ces instruments aux prêts hypothécaires à risque élevé est minime.

Les cotes de deux entreprises d'instruments de crédit dérivés qui nous offrent une protection contre le risque de défaillance ont été abaissées durant le deuxième trimestre. L'une de ces

entreprises, dont la cote de crédit à titre de contrepartie a été ramenée de Baa1 à Ba1 par Moody's, nous fournit une protection contre le risque de crédit inhérent à des dérivés dont la valeur de marché est de 160 millions de dollars américains. Nous avons également constaté un rajustement d'évaluation du crédit de 31 millions de dollars américains au titre de notre exposition à cette entreprise. La cote des billets subordonnés de la seconde entreprise a été réduite de Aaa à Caa1 par Moody's. Cette entreprise nous fournit une protection contre le risque de crédit lié à des dérivés dont la valeur de marché est de 133 millions de dollars américains. Nous avons aussi constaté un rajustement d'évaluation du crédit de 45 millions de dollars américains à l'égard de notre exposition à cette entreprise. La sûreté sous-jacente à ces deux expositions est constituée de trois groupes de titres de crédit de sociétés et États, titres qui sont grandement diversifiés. Chaque groupe compte de 95 à 138 titres de crédit, dont une proportion variant entre 65 % et 81 % sont cotés de catégorie investissement et dont la protection de premier niveau va de 8,2 % à 19,2 %.

BMO détient aussi 1 106 millions de dollars (1 176 millions au 31 octobre 2008) de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont des obligations municipales de 761 millions. Une proportion d'environ 95 % (environ 79 % au 31 octobre 2008) du portefeuille d'obligations municipales est de catégorie investissement, incluant l'avantage des garanties d'assurance. Environ 77 % (environ 68 % au 31 octobre 2008) des obligations municipales détenues ont des cotes qui ne tiennent pas compte des garanties d'assurance et toutes sont de catégorie investissement.

Conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO

BMO soutient plusieurs conduits canadiens de titrisation qui financent des actifs émanant de BMO ou de ses clients. Parmi ceux qui financent des actifs bancaires, deux détiennent des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens transférés de BMO, tandis que le troisième détient des prêts sur cartes de crédit transférés de BMO. Les investissements de BMO dans du papier commercial adossé à des actifs des deux conduits détenant des prêts hypothécaires à l'habitation totalisent 250 millions de dollars (509 millions au 31 octobre 2008). BMO fournit à ces deux conduits 5,1 milliards de dollars de facilités de trésorerie, et aucune somme n'a été prélevée sur ces facilités. L'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit n'émet que des titres adossés à des créances à terme et n'émet pas de papier commercial adossé à des actifs (PCAA). En conséquence, nous ne fournissons pas de facilités de trésorerie à cette entité. Nous détenons 269 millions de dollars de billets subordonnés qu'a émis l'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit (263 millions au 31 octobre 2008). Les billets émis aux termes des programmes offrant des prêts hypothécaires sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et Prime-1 par Moody's. Les billets de premier rang émis dans le cadre des programmes offrant des cartes de crédit sont cotés AAA par DBRS et Aaa par Moody's.

Nous soutenons également des entités de titrisation de clients au Canada qui fournissent du financement à notre clientèle. Ces entités détiennent des actifs transférés par nos clients. Certaines de ces entités sont financées directement par BMO et d'autres le sont sur le marché. Nous finançons directement des entités de titrisation de clients qui détiennent des actifs de 217 millions de dollars, dont 48 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts à risque élevé ou de prêts Alt-A. Après la fin du trimestre, la Banque a accru de 1 milliard de dollars le financement direct de ces entités en refinançant deux programmes portant sur des créances automobiles qui, antérieurement, étaient financés sur le marché.

Les billets émis par les entités de titrisation de clients qui sont financées sur le marché sont cotés R-1 (élevé) par DBRS et

Prime-1 par Moody's et représentent 8,7 milliards de dollars (11,0 milliards au 31 octobre 2008) de la facilité de soutien de trésorerie de BMO qui n'a pas encore été utilisée. Les actifs de chacune de ces entités se composent principalement de groupes diversifiés de créances automobiles et de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Ensemble, ces catégories d'actifs représentent 75 % du total des actifs de ces entités. Leurs actifs incluent 581 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens ayant des caractéristiques de prêts à risque élevé ou de prêts Alt-A. Ces entités n'incluent aucun titre adossé à des créances avec flux groupés ni aucune exposition à des assureurs spécialisés.

Le PCAA des entités de titrisation de clients qui sont financées sur le marché détenu par BMO totalise 1,2 milliard de dollars au 30 avril 2009 (2,6 milliards au 31 octobre 2008), montant dont une partie importante reflète la décision de BMO d'investir une partie de ses liquidités structurelles excédentaires dans du PCAA. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'investissement de BMO dans le PCAA de ces entités.

Conduit de titrisation américain soutenu par BMO

BMO s'engage à fournir des facilités de soutien de trésorerie de 6,6 milliards de dollars américains (8,2 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008) à notre conduit multicédants américain émetteur de PCAA.

Environ 53 % des engagements du conduit ont été cotés par Moody's ou S&P, et la quasi-totalité d'entre eux ont reçu la cote catégorie investissement, 82 % ayant obtenu la cote A ou une cote plus élevée de la part de Moody's et pratiquement 100 % ayant obtenu la cote A ou une cote supérieure de la part de S&P. Environ 1,3 milliard de dollars américains d'engagements sont assurés par des assureurs spécialisés, principalement MBIA et Ambac.

Le conduit a du papier commercial en cours totalisant 5,4 milliards de dollars américains (6,5 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008). Le PCAA du conduit est coté A1 par S&P et P1 par Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit. Le papier commercial en cours a été acheté avec régularité par des tiers investisseurs malgré les perturbations du marché, et les niveaux de prix sont en phase avec ceux des conduits émetteurs de PCAA de première qualité aux États-Unis.

Entité de protection de crédit

Nous parrainons également Apex Trust (Apex), entité ad hoc canadienne qui fournit, sous forme de swaps sur défaillance, une protection contre le risque de crédit lié à douze tranches de titres, à levier financier, ultra-prioritaires, provenant de groupes diversifiés de titres de crédit de sociétés américaines et européennes. Apex a une exposition à quelque 450 titres de crédit de sociétés, diversifiés en termes de région et de secteur. Environ 71 % de ces titres sont de catégorie investissement (25 % ayant une cote supérieure à BBB, 46 % étant cotés BBB et 29 % ayant une cote moindre qu'une cote de catégorie investissement). Une partie importante, soit entre 64 % et 79 %, des titres de crédit de sociétés de chacune des douze tranches bénéficie d'une cote de catégorie investissement. Un certain nombre des cotes des sociétés sous-jacentes sont sous surveillance ou sous examen en vue d'une révision à la baisse.

Apex a émis 2,2 milliards de dollars de billets à moyen terme d'une durée de cinq et huit ans (les billets) et BMO a une exposition de 815 millions de dollars à ces billets. Une autre partie a une exposition de 600 millions aux billets par le biais d'un swap sur rendement total conclu avec BMO. Le prix du swap sur rendement total devait être recalculé en septembre 2009 en fonction d'un indice de référence. BMO avait l'option de mettre fin au swap à ce moment-là. Au cours du deuxième trimestre, le swap sur rendement total a été restructuré de façon à annuler

l'option de résiliation et à remplacer la caractéristique permettant d'en recalculer le prix par une modalité prévoyant des coûts fixes. Les billets de 600 millions sont maintenant couverts pendant toute leur durée jusqu'à leur échéance.

Une facilité de financement de premier rang (la facilité de premier rang) de 1,13 milliard de dollars a été mise à la disposition de Apex, BMO fournissant 1,03 milliard de cette facilité. Les avances effectuées aux termes de la facilité de premier rang ont priorité de rang sur les billets. Au 30 avril 2009, 632 millions de dollars (941 millions au 31 janvier 2009 et 553 millions de dollars au 31 octobre 2008) de l'engagement de BMO dans le cadre de la facilité de premier rang avaient été avancés en vue du financement des appels de sûretés à la suite de variations de la valeur de marché des swaps sur défaillance sous-jacents. Les billets et la facilité de premier rang totalisent environ 3,3 milliards de dollars et représentent approximativement 16 % des quelque 21,3 milliards des positions de crédit notionnelles nettes détenues par l'entité.

BMO a conclu des contrats de swap sur défaillance sur les positions notionnelles nettes avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex. En conséquence, BMO assume également un risque si les pertes dépassent la valeur globale de 3,3 milliards de dollars des billets et de la facilité de premier rang.

Au deuxième trimestre, nous avons enregistré des charges de 215 millions de dollars consistant en une charge de 41 millions représentant des pertes non réalisées et liées à l'évaluation à la valeur de marché sur notre exposition aux billets, ce qui a ramené leur valeur comptable de 815 millions à 407 millions (448 millions au 31 janvier 2009 et 625 millions au 31 octobre 2008), et en une charge de 174 millions associée à la renégociation du swap sur rendement total (SRT) visant 600 millions de dollars de billets. La charge non récurrente de 174 millions est composée d'un montant de 78 millions lié à la radiation de la valeur de l'actif du SRT initial ainsi que d'un autre de 96 millions associé à la restructuration du SRT visant à harmoniser son échéance avec celle des billets, et ce, à prix fixe. En restructurant le SRT, nous avons éliminé le risque inhérent à la révision de prix et avons grandement réduit la volatilité du revenu inhérent à l'opération mettant en jeu le SRT. Au cours du premier trimestre, nous avons constaté une charge totalisant 248 millions, soit 177 millions à l'égard de notre exposition aux billets et 71 millions de dollars en lien avec l'opération relative au swap sur rendement total. La diminution de la juste valeur en 2009 est imputable à la détérioration de la qualité de crédit des portefeuilles sous-jacents et aux augmentations des écarts de taux causées par les conditions actuelles du marché. Conformément à de nouvelles recommandations qu'a émises l'Institut Canadien des Comptables Agréés, nous avons, au cours du deuxième trimestre, retiré nos billets de 815 millions de dollars de la catégorie des titres disponibles à la vente pour les reclasser dans celle des titres détenus à des fins de transaction.

Les pertes sur créances réalisées sur les billets de Apex ne sont enregistrées que si les pertes sur défaillance des titres sous-jacents dépassent la protection de premier niveau d'une tranche. Une part importante des positions de Apex bénéficie d'une protection importante de premier niveau. Le palier le plus bas de protection de premier niveau est estimé à 2,9 % (pourcentage estimatif de 5,7 % au 31 janvier 2009 et de 7,0 % au 31 octobre 2008) sur une tranche d'un montant notionnel de 875 millions de dollars, ce qui représente une exposition réelle pour BMO de 324 millions (selon son exposition de 815 millions sur les 2,2 milliards de dollars de billets à moyen terme en cours). Sa cote a été réduite à CCC durant le trimestre et le 5 mai, ces titres ont été mis sous examen avec implications négatives. Le deuxième palier le plus bas de protection de premier niveau est estimé à 10,4 %

(soit le même pourcentage qu'au 31 janvier 2009, mais en baisse par rapport au pourcentage estimatif de 11,2 % au 31 octobre 2008) sur une tranche d'un montant notionnel de 342 millions, ce qui représente une exposition réelle pour BMO de 126 millions. Sa cote a été réduite à BB (faible) au cours du trimestre. Les dix autres tranches ont une protection de premier niveau allant de 13,5 % à 29,4 % (de 13,7 % à 29,7 % au 31 janvier 2009 et de 14,4 % à 30,3 % au 31 octobre 2008), la moyenne pondérée étant de 23,7 %, soit essentiellement la même qu'au 31 janvier 2009. Chacune des dix tranches a une cote d'au moins A (faible) (AAA au 31 janvier 2009) et sept d'entre elles, qui représentent des crédits d'un montant notionnel net de 17,4 milliards de dollars, continuent de jouir de la cote AAA. Cette importante protection de premier niveau contre les défaillances futures sur ces dix tranches est beaucoup plus élevée que les pertes sur créances subies dans le passé sur des titres de crédit de sociétés jouissant de cotes comparables. Le troisième palier le plus bas de protection de premier niveau est estimé à 13,53 %. Sept des tranches, lesquelles représentent des crédits d'un montant notionnel net d'environ 8,0 milliards, ont des cotes allant de A (faible) à AAA et une protection de premier niveau se situant entre 13,53 % et 15,0 %, environ. Les trois autres tranches, qui représentent des crédits d'un montant notionnel net d'environ 12,1 milliards, ont la cote AAA et une protection de premier niveau se situant entre 24,1 % et 29,4 %, environ.

Si des pertes étaient réalisées sur les montants notionnels de 1 217 millions de dollars représentés par les deux tranches dont les paliers de protection de premier niveau sont les plus faibles, les pertes, au prorata, que BMO subirait sur son exposition de 815 millions aux billets s'établiraient à 451 millions (en fonction d'une exposition pour BMO de 815 millions sur les 2,2 milliards de billets à moyen terme en cours). Comme nous l'avons mentionné plus haut, BMO a comptabilisé des charges non réalisées de 408 millions à l'égard de ces billets.

Entités de gestion de placements structurés

Nous fournissons un soutien de premier rang pour le financement, au moyen de facilités de trésorerie de BMO, à deux entités de gestion de placements structurés de BMO, soit Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland).

Au 30 avril 2009, les sommes prélevées sur ces facilités s'élèvent au total à 5,6 milliards de dollars américains et à 458 millions d'euros (4,9 milliards de dollars américains et 447 millions d'euros au 31 janvier 2009 et 3,7 milliards de dollars américains et à 477 millions d'euros au 31 octobre 2008). Les facilités de trésorerie totalisent un maximum d'environ 7,0 milliards de dollars américains pour Links et de 633 millions d'euros pour Parkland au 30 avril 2009, ce qui est légèrement inférieur aux montants au 31 janvier 2009 et aux 7,7 milliards de dollars américains et aux 672 millions d'euros au 31 octobre 2008. Les avances aux termes des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés des entités de gestion de placements structurés. La somme totale utilisée dans le cadre des facilités de trésorerie est influencée par divers facteurs, notamment le rythme et le prix des ventes des actifs, le profil des échéances des billets de premier rang et les échéances des actifs. Bien que les actifs des entités de gestion de placements structurés arriveront à échéance au fil du temps, une portion importante devrait être remboursée entre 2010 et 2012.

Conformément à cette stratégie de vente d'une manière ordonnée et sensible à la valeur et en raison de la détérioration du marché, le rythme de vente des actifs est demeuré lent durant le trimestre en raison des conditions du marché. Nous prévoyons toujours que les entités de gestion de placements structurés continueront de suivre la stratégie consistant à vendre des actifs

de façon méthodique en fonction des conditions du marché et pensons que les ventes d'actifs, s'il en est, seront restreintes durant le présent trimestre. S'il n'y a pas d'autres ventes d'actifs et si les actifs sont remboursés selon les modalités prévues, nous prévoyons que les montants en cours en vertu de la facilité de financement de premier rang atteindront un maximum de 6,6 milliards de dollars américains en août 2009 pour Links et de 620 millions d'euros en juillet 2009 pour Parkland.

Les détenteurs de billets de capital des entités de gestion de placements structurés vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement. Au 30 avril 2009, la valeur comptable des billets de capital subordonnés de Links et de Parkland est respectivement de 1,05 milliard de dollars américains et de 157 millions d'euros. La valeur comptable des actifs détenus par Links et Parkland s'élève à 8,2 milliards de dollars américains et à 794 millions d'euros, respectivement, en baisse par rapport aux 8,4 milliards de dollars américains et aux 804 millions d'euros au 31 janvier 2009 et aux 9,0 milliards de dollars américains et aux 833 millions d'euros au 31 octobre 2008. La valeur de marché des actifs détenus par Links et Parkland s'élève à 5,2 milliards de dollars américains et à 551 millions d'euros, respectivement, en baisse par rapport aux 5,6 milliards de dollars américains et aux 616 millions d'euros, respectivement, au 31 janvier 2009 et aux 6,8 milliards de dollars américains et aux 698 millions d'euros au 31 octobre 2008. La valeur de marché des actifs des entités de gestion de placements structurés est actuellement inférieure aux 6,9 milliards de dollars américains de créances prioritaires en cours, mais BMO croit que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés est supérieure aux pertes prévues dans l'avenir.

La qualité des actifs de Links demeure élevée. Selon leur valeur de marché, environ 58 % de ses titres de créance ayant reçu une cote Aa3 ou supérieure de la part de Moody's (69 % au 31 janvier 2009 et 84 % au 31 octobre 2008) et 92 % ayant reçu la cote catégorie investissement, et 54 % ayant obtenu une cote AA- ou supérieure de S&P (62 % au 31 janvier 2009 et 73 % au 31 octobre 2008) et 96 % ayant reçu la cote catégorie investissement. Certaines des cotes des titres de créance sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Les cotes des billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés sont conformes aux cotes de crédit Aa1 (Moody's) et A+ (S&P) attribuées aux créances prioritaires de BMO. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas de prêts hypothécaires américains à risque élevé. Elles détiennent des titres de créance diversifiés, et la combinaison de ceux-ci est essentiellement inchangée depuis le 31 octobre 2008.

Exposition à des institutions financières reconnues

Depuis le 31 octobre 2008, les gouvernements, en Europe et aux États-Unis, ne cessent d'offrir un soutien financier important aux institutions financières locales. Le flux des échanges commerciaux entre les pays et les régions a diminué, ce qui a mis sous pression les économies et les systèmes bancaires d'un grand nombre de pays. À la lumière de ce qui précède, BMO a continué de gérer de manière proactive son exposition aux institutions financières.

Mise en garde

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos instruments des marchés financiers pourrait subséquemment faire l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Expositions à d'autres instruments financiers désignés

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires sur certains instruments financiers qui sont détenus dans nos portefeuilles de placement et de négociation. La plupart de nos titres adossés à des créances avec flux groupés et de nos titres adossés à des prêts sont entièrement couverts par d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette aux titres adossés à des créances avec flux groupés est faible, ne représentant que 17 millions de dollars. L'exposition nette aux titres adossés à des prêts est également peu importante, se chiffrant à 100 millions, et elle est constituée de la valeur comptable de 84 millions de dollars d'investissements non couverts et rehaussés ainsi que d'une perte nette de 16 millions sur des instruments couverts.

BMO n'investit que dans des tranches prioritaires et ultra-prioritaires de titres adossés à des créances avec flux groupés et de titres adossés à des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe accordée par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre les montants des placements couverts et leur valeur comptable reflète des rajustements liés à l'évaluation à la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par le biais de swaps sur rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents consistent en une gamme étendue d'actifs de sociétés. Environ 50 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec une contrepartie qui est une institution financière et qui jouit de la cote A. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures est soutenue par la garantie fournie, à l'exception de montants relativement faibles autorisés aux termes des accords avec les contreparties. Le reste est couvert par trois contreparties qui sont des assureurs spécialisés jouissant d'une cote A à AAA.

Les montants indiqués dans le tableau excluent les protections par swap sur défaillance achetées à deux contreparties qui sont des sociétés d'instruments dérivés de crédit, et dont la valeur de marché est de 293 millions de dollars américains, avant déduction des rajustements d'évaluation du crédit de 76 millions de dollars américains, ainsi que la protection de ces titres par swap sur défaillance correspondante d'un montant notionnel de 1,5 milliard de dollars américains fournie à d'autres institutions financières en notre qualité d'intermédiaire. Ces expositions sont analysées plus longuement dans les sections précédentes qui portent sur les assureurs spécialisés et les sociétés d'instruments dérivés de crédit.

Expositions à d'autres instruments financiers désignés (en millions de dollars canadiens) 1)

		Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Montant des placements couverts	Valeur comptable du montant des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts	
Au 30 avril 2009								
Titres adossés à des créances avec flux groupés 2)								
	AAA	17						Titres divers
	CCC		290	69	(221)	221		- Couverts par des IF de cote A
		17	290	69	(221)	221		-
Titres adossés à des prêts								
	AAA	84						Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		829	667	(162)	162		- Couverts par des IF de cote A
	AAA		1 503	1 240	(263)	247	(16)	Couverts par des assureurs spécialisés de cote A ou supérieure
		84	2 332	1 907	(425)	409	(16)	
Titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation 4) 5)								
Sans prêt hypothécaire à risque élevé								
	AAA	37						Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie
Prêts hypothécaires américains à risque élevé - rehaussés								
	A- à AA+	4						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA 3)
	B- à BB+	14						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote A 3)
	CC	7						Rehaussés par des assureurs spécialisés qui ne sont plus cotés
Prêts hypothécaires américains à risque élevé								
	A- à AA+		108	82	(26)		(26)	Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
	B- à BB+		80	42	(38)	38	-	Couverts par des IF de cote AA ou supérieure
		62	188	124	(64)	38	(26)	
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales 5)								
	AAA	38						Prêts immobiliers commerciaux en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis
	A- à AA+	71						Principalement des prêts commerciaux et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
		109						
Titres adossés à des créances								
	AAA	213						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	A- à AA+	107						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	BBB- à BBB+	70						Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
		390						

IF = Institutions financières

- 1) Depuis le 1^{er} août 2008, la plupart des placements non couverts et rehaussés ont été transférés dans le portefeuille des titres disponibles à la vente.
- 2) Les titres adossés à des créances avec flux groupés incluent une exposition indirecte d'environ 55,1 millions de dollars à des prêts hypothécaires à l'habitation à risque élevé américains. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total conclus avec une grande institution financière qui n'est pas un assureur spécialisé.
- 3) Certaines cotes sont sous surveillance.
- 4) Les titres adossés à des créances hypothécaires rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et sont cotés en tenant compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation inclus dans le montant des placements couverts de 188 millions de dollars ont une exposition estimative de 92 millions de dollars à des prêts à risque élevé américains sous-jacents.
- 5) Les montants ne tiennent pas compte de titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation de 34 millions de dollars et de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de 292 millions de dollars détenus par BMO Société d'assurance-vie.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2009

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009					Cumul 2009				
	Services bancaires		BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O		Services bancaires		BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	
PE	Groupe GP	PE		Groupe GP	PE	Groupe GP	PE		Groupe GP	
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 062	156	504	(385)	1 337	2 127	334	1 020	(813)	2 668
Revenu autre que d'intérêts	522	291	308	197	1 318	1 030	571	519	309	2 429
Revenu total (bic) 1)	1 584	447	812	(188)	2 655	3 157	905	1 539	(504)	5 097
Dotation à (reprise sur) la provision pour pertes sur créances	111	2	44	215	372	224	3	86	487	800
Frais autres que d'intérêts	936	353	451	148	1 888	1 882	728	924	195	3 729
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	537	92	317	(551)	395	1 051	174	529	(1 186)	568
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	162	30	68	(242)	18	317	55	101	(526)	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	38	38
Revenu net T2-2009	375	62	249	(328)	358	734	119	428	(698)	583
Revenu net T1-2009	359	57	179	(370)	225					
Revenu net T2-2008	350	107	187	(2)	642	667	203	158	(131)	897
Autres statistiques										
Profit économique net	206	37	65	(395)	(87)	389	69	55	(819)	(306)
Rendement des capitaux propres	23,0 %	25,9 %	14,7 %	n.s.	8,1 %	22,1 %	24,7 %	12,3 %	n.s.	6,5 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,6 %	26,3 %	14,8 %	n.s.	8,4 %	22,6 %	25,1 %	12,3 %	n.s.	6,8 %
Levier d'exploitation	(0,8 %)	(13,1 %)	14,8 %	n.s.	(11,1 %)	0,3 %	(12,7 %)	47,2 %	n.s.	(3,5 %)
Levier d'exploitation avant amortissement	(0,6 %)	(13,1 %)	14,8 %	n.s.	(11,0 %)	0,4 %	(12,8 %)	47,2 %	n.s.	(3,5 %)
Ratio de productivité (bic)	59,1 %	79,1 %	55,6 %	n.s.	71,1 %	59,6 %	80,4 %	60,0 %	n.s.	73,2 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	58,4 %	78,9 %	55,6 %	n.s.	70,7 %	59,0 %	80,2 %	60,0 %	n.s.	72,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic) 1)	2,93 %	6,83 %	1,09 %	n.s.	1,55 %	2,86 %	7,62 %	1,08 %	n.s.	1,53 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 473	964	6 555	2 786	16 778	6 469	951	6 554	2 520	16 494
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	148,5	9,4	190,0	5,0	352,9	150,0	8,8	190,5	1,3	350,7
Effectif - équivalent de durée normale	20 280	4 682	2 333	9 629	36 924					

n.s. - non significatif

1) Les revenus des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic du groupe s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2009.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 062	124	13 %	(3)	-	2 127	249	13 %
Revenu autre que d'intérêts	522	5	1 %	14	3 %	1 030	47	5 %
Revenu total (bic)	1 584	129	9 %	11	1 %	3 157	296	10 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	19	21 %	(2)	(2 %)	224	40	22 %
Frais autres que d'intérêts	936	82	10 %	(10)	(1 %)	1 882	171	10 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	537	28	5 %	23	4 %	1 051	85	9 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	162	3	1 %	7	4 %	317	18	6 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	375	25	7 %	16	5 %	734	67	10 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	9	2	34 %	2	21 %	16	2	19 %
Revenu net avant amortissement	384	27	8 %	18	5 %	750	69	10 %
Rendement des capitaux propres	23,0 %	(3,3 %)		1,8 %		22,1 %	(3,9 %)	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	23,6 %	(3,2 %)		1,9 %		22,6 %	(4,0 %)	
Levier d'exploitation	(0,8 %)	n.s.		n.s.		0,3 %	n.s.	
Levier d'exploitation avant amortissement	(0,6 %)	n.s.		n.s.		0,4 %	n.s.	
Ratio de productivité (bic)	59,1 %	0,4 %		(1,0 %)		59,6 %	(0,2 %)	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	58,4 %	0,3 %		(1,2 %)		59,0 %	(0,2 %)	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,93 %	0,28 %		0,14 %		2,86 %	0,22 %	
Actif productif moyen	148 541	4 634	3 %	(2 943)	(2 %)	150 037	7 256	5 %

n.s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	829	63	8 %	4	1 %	1 654	115	8 %
Revenu autre que d'intérêts	463	31	7 %	14	3 %	912	62	7 %
Revenu total (bic)	1 292	94	8 %	18	1 %	2 566	177	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	93	11	13 %	(2)	(2 %)	188	23	14 %
Frais autres que d'intérêts	702	48	7 %	(13)	(2 %)	1 417	71	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	497	35	8 %	33	7 %	961	83	9 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	147	5	4 %	8	6 %	286	19	7 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	350	30	9 %	25	8 %	675	64	10 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	(2)	-	-	-	2	(1)	-
Revenu net avant amortissement	351	28	9 %	25	8 %	677	63	10 %
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	627	8	1 %	1	-	1 253	29	2 %
Revenus des services aux entreprises	357	32	10 %	11	3 %	702	36	5 %
Revenu des services de cartes	308	54	22 %	6	2 %	611	112	23 %
Levier d'exploitation	0,5 %	n.s.		n.s.		2,1 %	n.s.	
Levier d'exploitation avant amortissement	0,6 %	n.s.		n.s.		2,1 %	n.s.	
Ratio de productivité (bic)	54,3 %	(0,3 %)		(1,9 %)		55,2 %	(1,1 %)	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	54,3 %	(0,3 %)		(1,8 %)		55,2 %	(1,1 %)	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,89 %	0,30 %		0,17 %		2,80 %	0,22 %	
Actif productif moyen	117 587	(2 700)	(2 %)	(2 630)	(2 %)	118 924	(841)	(1 %)

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net, qui s'élève à 350 millions de dollars, a augmenté de 30 millions ou de 9,1 % par rapport à la même période l'an dernier, malgré une économie au ralenti.

Le revenu a progressé de 94 millions de dollars ou de 7,8 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation des volumes de la plupart des produits et par l'amélioration de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts a augmenté de 30 points de base. Environ la moitié de cette hausse est attribuable aux titrisations de prêts hypothécaires dégagant de faibles marges. Le reste est le fait de l'accroissement des volumes des produits plus rentables, notamment les prêts aux particuliers, les dépôts des particuliers et des entreprises et les cartes, des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires et des mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, le revenu a augmenté de 8 millions de dollars ou de 1,2 % en raison de l'essor des volumes des prêts et dépôts qui dégagent de meilleures marges, des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires et des mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme. La croissance de MargExpress sur valeur domiciliaire a entraîné une progression des prêts aux particuliers de 18 % depuis un an. La part de marché s'est accrue de 47 points de base par rapport à l'année précédente, mais a fléchi de 27 points de base par rapport au premier trimestre, pour s'établir à 11,80 %.

Dans un contexte d'affaiblissement du marché de l'habitation, nos soldes de prêts hypothécaires ont enregistré une baisse comparativement à l'année dernière en raison des titrisations et de la liquidation des prêts hypothécaires provenant de courtiers. Le taux de contraction de notre part du marché des prêts hypothécaires diminue au fil de la liquidation de notre portefeuille de prêts hypothécaires provenant de courtiers. Ainsi, notre part du marché des prêts hypothécaires a diminué de 89 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 8 points de base par rapport au premier trimestre.

Les dépôts des particuliers ont augmenté de 6,2 % sur douze mois. Une gestion du rendement plus efficace, des investissements dans notre réseau de succursales, une gamme simplifiée de produits et le fait que, lorsque la conjoncture est incertaine, les clients préfèrent les dépôts bancaires ont favorisé cette croissance. Dans l'ensemble, il nous fait plaisir de constater que notre part de marché a gagné 23 points de base par rapport au premier trimestre et 39 points de base en regard de la même période l'an dernier, s'établissant ainsi à 12,42 % malgré un environnement caractérisé par une vive concurrence.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, le revenu a progressé de 32 millions de dollars ou de 9,7 % en raison de la croissance des prêts et des dépôts qui génèrent de meilleures marges. Cette hausse reflète également les mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme ainsi que des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires. Comme prévu, l'essor des prêts depuis un an a ralenti, pour s'établir à 3,2 %, en raison des mauvaises conditions économiques et d'une concurrence toujours intense. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services bancaires à la petite et moyenne entreprise au Canada, avec une part de 19,97 %, en hausse de 37 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 4 points de base par rapport au premier trimestre. En ce qui concerne les dépôts, les soldes ont augmenté de 9,2 %, ce qui traduit l'attrait que revêt pour nos clients l'aspect sécuritaire des

dépôts bancaires dans le contexte actuel ainsi que les efforts que nous déployons pour répondre à leurs besoins bancaires.

Les revenus tirés des services de cartes et de paiements ont augmenté de 54 millions de dollars d'un exercice à l'autre en raison de l'essor des soldes, de l'élargissement des marges et de la hausse des revenus de Moneris. Le marketing de la marque et les promotions combinés à une meilleure intégration des ventes de cartes dans l'ensemble des succursales ont favorisé la croissance continue du portefeuille de cartes.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 48 millions de dollars ou de 7,3 % essentiellement en raison d'un recouvrement d'impôts sur le capital un an auparavant, des coûts liés aux avantages sociaux et de la hausse des coûts liés aux locaux et à l'entretien en raison du calendrier de leur engagement. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe est de 0,6 %. Après rajustement au titre de l'incidence de ce recouvrement d'impôts sur le capital, le levier d'exploitation avant amortissement du trimestre est de plus de 3,0 %. Pour ce qui est de l'avenir, nous entendons continuer d'investir de manière stratégique afin de rehausser notre position concurrentielle et, attentifs à la conjoncture actuelle, nous continuerons de gérer rigoureusement nos dépenses d'exploitation.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 5,9 milliards de dollars ou de 4,5 % depuis un an. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 3,1 milliards ou de 6,7 % au cours de la même période.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net a progressé de 25 millions de dollars ou de 7,6 %.

Le revenu s'est accru de 18 millions de dollars ou de 1,4 % grâce à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la réduction des pertes sur titres de placements au cours du deuxième trimestre de 2009, ce qui a été atténué par l'incidence du nombre moins élevé de jours, soit trois de moins, dans cette période et par la réduction des volumes. La marge nette d'intérêts a augmenté de 17 points de base grâce aux mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme et à des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires, ce qui a été atténué par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Le fait d'avoir titrisé des prêts hypothécaires générant de faibles marges a accru légèrement la marge nette d'intérêts globale.

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 13 millions de dollars ou de 1,9 % parce que le trimestre a compté trois jours de moins et parce que, dans le trimestre précédent, les coûts de la rémunération à base d'actions annuelle à des employés admissibles à la retraite avaient été passés en charges. Nous continuons de gérer nos frais avec une grande rigueur.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a régressé de 0,6 milliard de dollars ou de 0,4 % par rapport au premier trimestre, tandis que les dépôts des particuliers se sont accrus de 0,8 milliard ou de 3,4 % et que les dépôts des entreprises ont fléchi de 0,5 milliard ou de 2,0 %.

Comparaison du premier semestre de 2009 et du premier semestre de 2008

Le revenu net a progressé de 64 millions de dollars ou de 10 %. Le revenu a augmenté de 177 millions ou de 7,4 % grâce principalement à l'essor des volumes de la plupart des produits, à l'élargissement de la marge nette d'intérêts et à la hausse des revenus tirés des cartes et de Moneris, ce qui a été atténué par des pertes nettes sur titres de placement en raison du manque de tonus des marchés boursiers. La marge s'est élargie de 22 points de base. Un peu plus de la moitié de cette hausse est attribuable aux titrisations de prêts hypothécaires à faibles marges. Le reste a

résulté de la croissance des volumes des produits plus rentables, des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires et des mesures prises pour atténuer les conséquences de la hausse des coûts de financement à long terme, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des frais de refinancement de prêts hypothécaires. Les frais autres que

d'intérêts ont augmenté de 71 millions de dollars ou de 5,3 %, essentiellement à cause de la hausse des coûts liés aux avantages sociaux, des impôts sur le capital, des coûts liés aux locaux et à l'entretien, des coûts liés à Moneris ainsi que des sommes consacrées à diverses initiatives. Notre gestion des frais demeure empreinte de rigueur.

Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	233	61	35 %	(7)	(3 %)	473	134	40 %
Revenu autre que d'intérêts	59	(26)	(30 %)	-	-	118	(15)	(11 %)
Revenu total (bic)	292	35	14 %	(7)	(3 %)	591	119	25 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	18	8	84 %	-	-	36	17	92 %
Frais autres que d'intérêts	234	34	17 %	3	2 %	465	100	27 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	(7)	(17 %)	(10)	(23 %)	90	2	3 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	15	(2)	(20 %)	(1)	(17 %)	31	(1)	(2 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	25	(5)	(15 %)	(9)	(26 %)	59	3	5 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	4	27 %	2	20 %	14	3	18 %
Revenu net avant amortissement	33	(1)	(8 %)	(7)	(18 %)	73	6	7 %
Levier d'exploitation	(3,7 %)		n.s.		n.s.	(2,0 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(3,3 %)		n.s.		n.s.	(2,4 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	80,3 %		2,6 %		3,3 %	78,6 %		1,2 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	76,9 %		2,2 %		2,6 %	75,5 %		1,4 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,05 %		0,12 %		-	3,05 %		0,10 %
Actif productif moyen	30 954	7 334	31 %	(313)	(1 %)	31 113	8 097	35 %

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	187	16	10 %	(9)	(4 %)	383	45	13 %
Revenu autre que d'intérêts	48	(36)	(43 %)	-	-	96	(36)	(27 %)
Revenu total (bic)	235	(20)	(8 %)	(9)	(4 %)	479	9	2 %
Frais autres que d'intérêts	189	(9)	(5 %)	1	-	377	13	4 %
Revenu net	21	(9)	(31 %)	(6)	(26 %)	48	(8)	(15 %)
Actif productif moyen	24 924	1 458	6 %	(557)	(2 %)	25 207	2 248	10 %

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net a baissé de 5 millions de dollars ou de 15 % pour s'établir à 25 millions. En dollars américains, le revenu net a diminué de 9 millions de dollars ou de 31 % pour se chiffrer à 21 millions de dollars.

Un environnement de crédit peu propice a réduit le revenu net de 11 millions de dollars américains dans le trimestre puisque les prêts non productifs et les coûts de gestion de ce portefeuille se sont accrus.

Le revenu a baissé de 20 millions de dollars américains ou de 7,8 %. Compte non tenu de l'incidence du gain de 38 millions de dollars américains généré par le premier appel public à l'épargne de Visa Inc. il y a un an, le revenu a augmenté de 18 millions de dollars américains ou de 8,3 %. Cette hausse est attribuable en grande partie aux acquisitions au Wisconsin et à l'essor des dépôts, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par les répercussions plus percutantes de la détérioration des marchés du crédit, soit 7 millions de dollars américains. Exclusion faite des acquisitions, les prêts ont augmenté de 388 millions de dollars américains ou de 1,9 % et les dépôts ont monté de 1,7 milliard de dollars américains ou de 9,4 %.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 9 millions de dollars américains ou de 4,8 %. Compte non tenu de l'incidence de la provision de 17 millions de dollars américains constituée il y a un an en rapport avec le litige impliquant Visa Inc., les frais ont augmenté de 8 millions de dollars américains ou de 4,2 %. Cette

hausse a découlé en grande partie des acquisitions réalisées au Wisconsin. Les coûts plus élevés, soit 2 millions de dollars américains, qu'a exigé la gestion de notre portefeuille de prêts sur des marchés de crédit affaiblis ont été compensés par les bons résultats d'une gestion des frais rigoureuse et par le fait que les charges saisonnières avaient été plus élevées un an plus tôt.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net a baissé de 9 millions de dollars ou de 26 %. En dollars américains, il a diminué de 6 millions ou de 26 %.

Le revenu a fléchi de 9 millions de dollars américains ou de 3,6 % en raison surtout d'une contraction de 5 millions de dollars américains des revenus tirés des dépôts et de l'incidence, soit 4 millions de dollars américains, du nombre moins élevé de jours dans le trimestre.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 1 million de dollars américains ou de 0,4 %. Compte non tenu de la réduction de 6 millions de dollars américains de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa Inc. au premier trimestre, les frais ont baissé de 5 millions de dollars américains, ce qui reflète le moment de l'engagement des frais de publicité, frais qui devraient augmenter au troisième trimestre, et l'accent que nous mettons sur la gestion des frais.

Comparaison du premier semestre de 2009 et du premier semestre de 2008

Le revenu net a monté de 3 millions de dollars ou de 4,9 %. En dollars américains, il a diminué de 8 millions ou de 15 %. La mauvaise tenue des marchés du crédit a réduit le revenu net de 22 millions de dollars américains.

Le revenu a progressé de 9 millions de dollars américains ou de 1,9 %. Compte non tenu du gain de 38 millions de dollars américains généré par le premier appel public à l'épargne de Visa Inc. il y a un an et de l'incidence de 30 millions de dollars américains des acquisitions au Wisconsin, le revenu s'est amélioré de 17 millions de dollars américains en raison surtout de l'essor interne des prêts et des dépôts et de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contrebalancé en partie par le

rétrécissement des écarts sur les prêts et par la hausse, au montant de 14 millions de dollars américains, de l'incidence de la faiblesse des marchés de crédit.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 13 millions de dollars américains ou de 3,5 %. Compte non tenu des variations de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, les frais ont augmenté de 36 millions de dollars américains. Cette hausse a découlé essentiellement de l'incidence de 25 millions de dollars américains des acquisitions réalisées au Wisconsin, d'une hausse de 5 millions de dollars américains des coûts de gestion des affaires sur des marchés de crédit moins favorables et de l'augmentation de 4 millions de dollars américains des frais de publicité.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	156	(9)	(5 %)	(22)	(12 %)	334	14	5 %
Revenu autre que d'intérêts	291	(54)	(16 %)	11	3 %	571	(138)	(20 %)
Revenu total (bic)	447	(63)	(12 %)	(11)	(3 %)	905	(124)	(12 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	1	45 %	1	4 %	3	1	46 %
Frais autres que d'intérêts	353	3	1 %	(22)	(6 %)	728	6	1 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	92	(67)	(42 %)	10	11 %	174	(131)	(43 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	30	(22)	(41 %)	5	15 %	55	(47)	(45 %)
Revenu net	62	(45)	(42 %)	5	9 %	119	(84)	(41 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	1	-	-	-	2	1	-
Revenu net avant amortissement	63	(44)	(42 %)	5	9 %	121	(83)	(41 %)
Rendement des capitaux propres	25,9 %		(14,7 %)		2,3 %	24,7 %		(13,8 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	26,3 %		(14,7 %)		2,4 %	25,1 %		(13,7 %)
Leverier d'exploitation	(13,1 %)		n.s.		n.s.	(12,7 %)		n.s.
Leverier d'exploitation avant amortissement	(13,1 %)		n.s.		n.s.	(12,8 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	79,1 %		10,3 %		(2,6 %)	80,4 %		10,1 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	78,9 %		10,3 %		(2,7 %)	80,2 %		10,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	6,83 %		(2,37 %)		(1,65 %)	7,62 %		(1,31 %)
Actif productif moyen	9 382	2 124	29 %	1 064	13 %	8 841	1 649	23 %

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	51	(8)	(13 %)	11	27 %	91	(30)	(25 %)
Frais autres que d'intérêts	51	(2)	(3 %)	(2)	(4 %)	104	(8)	(7 %)
Revenu net	(1)	(5)	(+100 %)	7	96 %	(9)	(15)	(+100 %)
Revenu net avant amortissement	-	(4)	(+100 %)	8	99 %	(8)	(15)	(+100 %)
Actif productif moyen	2 278	148	7 %	8	-	2 274	162	8 %

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net, soit 62 millions de dollars, a diminué de 45 millions ou de 42 % depuis un an, ce qui reflète la situation délicate des marchés boursiers et le faible niveau des taux d'intérêt. Les résultats tiennent compte de un mois de revenu de BMO Société d'assurance-vie qui a été acquise, ce qui a eu très peu d'incidence sur le revenu net du trimestre.

Le revenu a fléchi de 63 millions de dollars ou de 12 % et a été affaibli par la réduction des revenus tirés des services de placement traditionnels et des services tarifés des fonds d'investissement, ce qui témoigne de l'incidence négative que le manque de tonus des marchés boursiers a eue sur les actifs sous gestion et sous administration du groupe. Le revenu provenant des services de courtage a été réduit par la compression des marges sur les dépôts. Le renforcement du dollar américain a haussé le revenu de 13 millions de dollars ou de 2,5 points de pourcentage.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 3 millions de dollars, ce qui inclut ceux de BMO Société d'assurance-vie pour un mois et les frais plus élevés associés à l'élargissement, l'an

dernier, du personnel de vente. L'appréciation du dollar américain a augmenté les frais de 12 millions ou de 3,3 points de pourcentage, ce qui a été compensé par la diminution de ceux liés au revenu et par une gestion dynamique des frais.

Les actifs sous gestion et sous administration ont été touchés par l'affaiblissement des conditions de marché et ont reculé de 21 milliards de dollars ou de 8,7 % malgré l'avantage de 13 milliards inhérent à l'appréciation du dollar américain. Les volumes des dépôts à terme ont fortement augmenté, ceux-ci s'étant accrus de 9 milliards ou de 21 % depuis un an.

En date du 1^{er} avril 2009, BMO a mené à terme l'acquisition de La Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada, qui arbore maintenant la marque BMO Société d'assurance-vie, celle-ci étant désormais utilisée pour toutes les communications avec les clients et les courtiers et à des fins de marketing. À compter du troisième trimestre, toutes les activités de BMO Société d'assurance-vie seront intégrées au groupe Gestion privée puisqu'elles s'harmonisent parfaitement avec la stratégie de gestion de patrimoine et que l'objectif est de réunir la capacité en matière d'assurance et les compétences qui caractérisent déjà ce groupe.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net a augmenté de 5 millions de dollars ou de 8,7 % par rapport au trimestre précédent. Les résultats du premier trimestre avaient été réduits par des charges de 17 millions (11 millions après impôts) liées à l'évaluation des titres à enchères que nous avons offert d'acheter de clients.

Le revenu, soit 447 millions de dollars, a fléchi de 11 millions puisque l'incidence favorable de l'inclusion de un mois de revenu de BMO Société d'assurance-vie et des charges du trimestre précédent relatives à des titres à enchères a été plus qu'annulée par le recul des revenus tirés des services de placement traditionnels et des fonds d'investissement. Le revenu net d'intérêts a été touché par le recul des marges des produits de placement à terme et de celles des dépôts de nos services de courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 22 millions de dollars depuis le trimestre précédent en raison d'une gestion dynamique des frais et de la baisse de ceux liés au revenu, ce qui a été contrebalancé en partie par l'inclusion des frais de BMO Société d'assurance-vie pour un mois dans le deuxième trimestre. Le trimestre précédent tenait compte d'une charge au titre de la rémunération à base d'actions annuelle des employés admissibles à la retraite.

Comparaison du premier semestre de 2009 et du premier semestre de 2008

Le revenu net a diminué de 84 millions de dollars ou de 41 % depuis un an, ce qui a résulté de la situation complexe des marchés boursiers et du faible niveau des taux d'intérêt. De plus, les résultats du premier semestre de 2009 ont été affaiblis par des charges de 11 millions après impôts liées à l'évaluation de titres à enchères.

Le revenu a fléchi de 124 millions de dollars ou de 12 %, ce qui a découlé essentiellement de la réduction des revenus tirés des services de placement traditionnels et services tarifés des fonds d'investissement, ce qui témoigne de l'incidence négative que le manque de tonus des marchés boursiers a eue sur les actifs sous gestion et sous administration du groupe. La hausse du revenu net d'intérêts est essentiellement attribuable à l'essor des volumes des produits de placement à terme ainsi que des prêts et dépôts de la gestion bancaire privée, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus tirés des services de courtage en raison de la compression des marges sur les soldes des dépôts. Le raffermissement du dollar américain a haussé le revenu de 23 millions ou de 2,2 points de pourcentage.

Les frais autres que d'intérêts ont monté de 6 millions de dollars ou de 0,7 %, ce qui est imputable à l'inclusion des résultats de BMO Société d'assurance-vie pour un mois et des frais plus élevés associés à l'élargissement, l'an passé, du personnel de vente. L'appréciation du dollar américain a augmenté les frais de 23 millions ou de 3,2 points de pourcentage. Ces facteurs ont été compensés en partie par des diminutions de la rémunération incitative et des frais liés au revenu en lien avec la baisse du revenu et par les répercussions d'une gestion dynamique des frais.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	504	263	100 %	(12)	(2 %)	1 020	469	85 %
Revenu autre que d'intérêts	308	(143)	(32 %)	97	46 %	519	105	25 %
Revenu total (bic)	812	120	17 %	85	12 %	1 539	574	59 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	44	15	51 %	2	3 %	86	28	49 %
Frais autres que d'intérêts	451	10	2 %	(22)	(5 %)	924	101	12 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	317	95	42 %	105	50 %	529	445	+100 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	68	33	87 %	35	+100 %	101	175	+100 %
Revenu net	249	62	33 %	70	40 %	428	270	+100 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net avant amortissement	249	62	33 %	70	40 %	428	270	+100 %
Revenu de produits de négociation	489	86	21 %	167	52 %	811	421	+100 %
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu	323	34	12 %	(82)	(20 %)	728	153	27 %
Rendement des capitaux propres	14,7 %		2,3 %		4,8 %	12,3 %		7,6 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	14,8 %		2,4 %		4,9 %	12,3 %		7,6 %
Levier d'exploitation	14,8 %		n.s.		n.s.	47,2 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	14,8 %		n.s.		n.s.	47,2 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	55,6 %		(8,0 %)		(9,4 %)	60,0 %		(25,3 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	55,6 %		(8,0 %)		(9,4 %)	60,0 %		(25,2 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	1,09 %		0,53 %		0,02 %	1,08 %		0,47 %
Actif productif moyen	190 022	15 279	9 %	(1 013)	(1 %)	190 537	9 972	6 %
États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu total (bic)	344	100	40 %	(141)	(29 %)	829	292	54 %
Frais autres que d'intérêts	159	9	4 %	(32)	(17 %)	350	(9)	(3 %)
Revenu net	108	46	72 %	(90)	(46 %)	306	189	+100 %
Actif productif moyen	66 121	(5 123)	(7 %)	(2 768)	(4 %)	67 528	(5 312)	(7 %)

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008

Le revenu net s'élève à 249 millions de dollars, en hausse de 62 millions ou de 33 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats du trimestre tiennent compte de charges de 117 millions (80 millions après impôts), tel que nous le précisons dans la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre. Les résultats d'il y a un an incluaient un avantage net de 42 millions (28 millions après impôts), tel qu'il est indiqué dans la section Éléments notables.

Le revenu a crû de 120 millions de dollars, pour s'établir à 812 millions. L'appréciation du dollar américain a augmenté le revenu de 78 millions par rapport à la même période l'an dernier. Les revenus des services bancaires aux grandes entreprises ont progressé, les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont continué d'enregistrer d'excellents résultats et les revenus générés par les activités de prise ferme de titres de participation se sont accrus. Ces hausses de revenus ont été partiellement neutralisées par la diminution des revenus de négociation, par des pertes nettes sur titres ainsi que par la baisse des commissions.

Le revenu de produits de négociation a augmenté de 21 % depuis un an en raison de la qualité du rendement de certaines activités de base. Nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt continuent d'inscrire des résultats supérieurs à ceux des exercices précédents. Les revenus de négociation ont monté dans tous les secteurs, sauf dans celui de la négociation sur les taux d'intérêt, et ce, à cause des charges du trimestre associées aux conditions des marchés financiers. Le rendement de nos activités liées aux produits de base s'est encore amélioré, ayant fortement augmenté en regard du faible rendement de l'exercice précédent. La hausse des revenus de négociation de nos activités de produits de négociation a été contrebalancée par des pertes de négociation sur des swaps sur défaillance qu'a constatées notre secteur Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Le revenu du secteur Investissements et services bancaires aux grandes entreprises et autre revenu a bondi de 34 millions de dollars ou de 12 % en raison de la hausse considérable du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, hausse qui a résulté de l'élargissement des marges par suite des récentes initiatives commerciales et de l'augmentation des commissions sur prêts. Les commissions de prise ferme de titres de participation ont dépassé celles constatées il y a un an, même si les activités de prise ferme de titres d'emprunt et de fusion et d'acquisition ont été moins intenses. Les hausses du revenu ont été atténuées par des pertes de négociation de 119 millions découlant de la valeur de marché des swaps sur défaillance qui ont été utilisés pour couvrir notre portefeuille de prêts. En outre, des pertes nettes sur titres ont découlé de rajustements à la juste valeur de certains investissements de banque d'affaires.

Le revenu net d'intérêts a augmenté par rapport à la même période il y a un an grâce à la hausse du revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises dont il a été fait mention ci-dessus ainsi qu'à la progression des revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et à la forte hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation. Ce dernier est constitué des intérêts gagnés sur les actifs de négociation, moins les coûts de financement de ces derniers. La marge nette d'intérêts s'est améliorée de 53 points de base par rapport à la même période l'an dernier en raison des marges plus importantes qu'ont dégagées les prêts aux grandes entreprises et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 10 millions de dollars ou de 2,4 %. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse des frais de 34 millions. Après rajustement pour tenir compte de l'incidence du change, les frais du groupe ont baissé, et ce, grâce en grande partie à la réduction des frais liés au personnel. Le levier d'exploitation avant amortissement du groupe s'établit à 14,8 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2009 et du premier trimestre de 2009

Le revenu net a augmenté de 70 millions de dollars, ou de 40 %. Les résultats du premier trimestre avaient été touchés par des charges totalisant 511 millions (348 millions après impôts) et liées à l'incidence de la conjoncture des marchés financiers. Les résultats du deuxième trimestre de 2009 reflètent des charges de 117 millions (80 millions après impôts), incluant les contrepassations liées à l'évaluation à la valeur de marché de certaines charges comptabilisées au premier trimestre.

Le revenu a progressé de 85 millions de dollars, en raison notamment du fait que des pertes importantes liées à la conjoncture des marchés financiers avaient été inscrites au premier trimestre, facteur atténué par la baisse du revenu de négociation et le rendement plus normal de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt au deuxième trimestre. Les revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises ont fortement augmenté grâce à de meilleures marges et à des commissions sur prêts plus élevées. Les revenus tirés des fusions et acquisitions et de la prise ferme de titres d'emprunt ont progressé depuis le trimestre précédent alors que ceux provenant des commissions et des honoraires de prise ferme de titres de participation ont baissé.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 22 millions de dollars ou de 4,5 % depuis le premier trimestre essentiellement en raison des charges de 24 millions liées aux indemnités de licenciement qui avaient été constatées dans ce trimestre.

Comparaison du premier semestre de 2009 et du premier semestre de 2008

Le revenu net s'élève à 428 millions de dollars, ce qui traduit une hausse de 270 millions par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats du premier semestre de 2009 ont été affaiblis par des charges de 628 millions (428 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers. Les résultats du même semestre de 2008 avaient été touchés par des charges de 446 millions (296 millions après impôts).

Le revenu a crû de 574 millions de dollars ou de 59 % en raison de la vigueur des activités de base sous-jacentes. Les revenus de négociation et ceux liés aux services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté fortement. Les revenus tirés des secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont eux aussi progressé de façon considérable et les activités de prise ferme de titres de participation ont connu une certaine reprise. Le raffermissement du dollar américain a catalysé le revenu généré par nos activités aux États-Unis. Par contre, dans les six premiers mois de l'exercice, les pertes sur titres ont monté et le niveau des activités de fusion et d'acquisition est demeuré faible par rapport à il y a un an. Les revenus tirés des commissions ont également baissé.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 101 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent à cause notamment de l'accroissement de la rémunération variable, ce qui témoigne de l'amélioration du revenu, et aussi des charges liées aux indemnités de licenciement constatées en 2009 et du montant plus élevé de frais attribués et des coûts informatiques.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2009	Augmentation (Diminution) c. T2-2008		Augmentation (Diminution) c. T1-2009		Cumul 2009	Augmentation (Diminution) c. cumul 2008	
Revenu net d'intérêts (bic)	(385)	(215)	(+100 %)	43	10 %	(813)	(452)	(+100 %)
Revenu autre que d'intérêts	197	64	49 %	85	78 %	309	157	+100 %
Revenu total (bic)	(188)	(151)	(+100 %)	128	41 %	(504)	(295)	(+100 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	215	186	+100 %	(57)	(20 %)	487	350	+100 %
Frais autres que d'intérêts	148	113	+100 %	101	+100 %	195	157	+100 %
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	551	450	+100 %	(84)	(13 %)	1 186	802	+100 %
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(242)	124	+100 %	(42)	(15 %)	(526)	236	82 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	-	-	38	1	6 %
Perte nette	328	326	+100 %	(42)	(11 %)	698	567	+100 %

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	(75)	(45)	(+100 %)	48	39 %	(198)	(102)	(+100 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	162	119	+100 %	(62)	(27 %)	386	224	+100 %
Frais autres que d'intérêts	19	24	+100 %	33	+100 %	5	30	+100 %
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	(90)	56	+100 %	(40)	(29 %)	(220)	116	+100 %
Perte nette	170	132	+100 %	(38)	(19 %)	378	240	+100 %

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de

T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 328 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 2 millions l'an dernier, ce qui a découlé de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances en lien avec l'utilisation, par BMO, de la méthode de la perte prévue, de la diminution des revenus, et des charges de 118 millions liées aux indemnités de licenciement qui ont été constatées durant le trimestre. Les revenus ont fléchi en raison essentiellement des fluctuations négatives de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif en raison des variations des taux d'intérêt du marché, de l'incidence continue des activités de financement, lesquelles ont rehaussé notre position, déjà excellente, en matière de liquidités, et des répercussions des titrisations de cartes de crédit qui avaient été réalisées en 2008.

La perte nette a reculé de 42 millions de dollars depuis le premier trimestre, mais les résultats se sont améliorés de 122 millions, compte non tenu des charges de 80 millions après impôts liées aux indemnités de licenciement. Les revenus ont augmenté grâce aux mesures visant à réduire le portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif et de positions de gestion du risque de liquidité, à des gains liés à l'évaluation à la valeur de marché sur des activités de couverture durant le trimestre, alors que des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avaient été subies au cours du trimestre précédent, ainsi qu'à la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

La perte nette du premier semestre de 2009 a monté de 567 millions de dollars depuis la même période il y a un an en raison notamment de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, par suite de l'utilisation de la méthode de la perte prévue, de la réduction des revenus et des charges liées aux indemnités de licenciement, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Éléments notables

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2009	T1-2009	T2-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
Charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers	117	528	(42)	645	446
Impôts sur les bénéfices connexes	37	169	(14)	206	150
Incidence nette des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers a)	80	359	(28)	439	296
Indemnités de licenciement	118	-	-	118	-
Impôts sur les bénéfices connexes	38	-	-	38	-
Incidence nette des indemnités de licenciement b)	80	-	-	80	-
Augmentation de la provision générale	-	-	-	-	60
Impôts sur les bénéfices connexes	-	-	-	-	22
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale c)	-	-	-	-	38
Incidence nette des éléments notables (a+b+c)	160	359	(28)	519	334

Éléments notables

Deuxième trimestre de 2009

Le revenu net du deuxième trimestre de 2009 a été affaibli par des charges liées à la conjoncture des marchés financiers et à des indemnités de licenciement de 235 millions de dollars (160 millions après impôts et 0,30 \$ par action).

Les résultats tiennent compte de charges liées à la conjoncture des marchés financiers de 117 millions de dollars (80 millions après impôts et 0,15 \$ par action) qu'a enregistrées BMO Marchés des capitaux, charges composées des éléments suivants :

- des charges de 215 millions de dollars (147 millions après impôts) relatives à des expositions à une entité canadienne qui fournit une protection contre le risque de crédit (Apex);
- un avantage au titre de rajustements d'évaluation du crédit (REC) de 98 millions de dollars avant impôts (67 millions après impôts).

Les charges ci-dessus ont réduit de 117 millions de dollars le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation. D'autres détails sur ces charges sont présentés dans la section intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre.

Les résultats tiennent également compte de charges liées aux indemnités de licenciement de 118 millions de dollars (80 millions après impôts et 0,15 \$ par action) qu'ont inscrites les Services d'entreprise.

Deuxième trimestre de 2008

Les résultats de BMO dans le deuxième trimestre de 2008 tenaient compte d'un avantage net de 42 millions de dollars (28 millions après impôts et 0,06 \$ par action) lié à la conjoncture des marchés financiers.

L'avantage net de 42 millions de dollars indiqué ci-dessus était reflété dans le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (71 millions), les autres revenus (6 millions) et les gains sur titres de placement (-35 millions).

Premier trimestre de 2009

Les résultats du premier trimestre de 2009 ont été affaiblis par des charges de 528 millions de dollars (359 millions après impôts ou 0,69 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers. BMO Marchés des capitaux a constaté des charges non réalisées liées à la conjoncture des marchés financiers de 511 millions (348 millions après impôts) et le groupe Gestion

privée a inscrit des charges de 17 millions (11 millions après impôts) liées à des titres à enchères.

Les charges de 528 millions de dollars indiquées plus haut ont réduit le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (285 millions), les gains sur titres de placement (226 millions) et les autres revenus (17 millions).

Premier semestre de 2009

Le revenu net du premier semestre de 2009 a été touché par des charges de 763 millions de dollars (519 millions après impôts et 0,99 \$ par action) liées à la conjoncture des marchés financiers et aux indemnités de licenciement. BMO Marchés des capitaux a inscrit des charges de 628 millions (428 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers et le groupe Gestion privée a constaté des charges de 17 millions (11 millions après impôts) en rapport avec des titres à enchères. Les Services d'entreprise ont également comptabilisé des charges liées aux indemnités de licenciement de 118 millions (80 millions après impôts).

Le revenu autre que d'intérêts du premier semestre de 2009 a été réduit par les charges de 645 millions de dollars dont il est fait mention ci-dessus. Le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (402 millions), les gains sur titres de placement (226 millions) et les autres revenus (17 millions) ont baissé.

Premier semestre de 2008

Le revenu net du premier semestre de 2008 a été réduit par des charges de 506 millions de dollars (334 millions après impôts et 0,66 \$ par action) au titre de certaines activités de négociation, de rajustements d'évaluation et de l'augmentation de la provision générale pour pertes sur créances. Ces charges ont compris un montant de 446 millions (296 millions après impôts) lié à la conjoncture des marchés financiers qu'a constaté BMO Marchés des capitaux ainsi qu'une hausse de 60 millions (38 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, hausse que les Services d'entreprise ont inscrite afin de refléter la croissance du portefeuille et le déplacement du risque.

Le revenu autre que d'intérêts du premier semestre de 2008 a été réduit par les charges de 446 millions de dollars dont il est fait mention ci-dessus. Le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (349 millions), les gains sur titres de placement (58 millions) et les autres revenus (39 millions) ont fléchi.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2009	T1-2009	T2-2008	Cumul 2009	Cumul 2008
Total des frais autres que d'intérêts a)	1 888	1 841	1 680	3 729	3 294
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (note 1)	(12)	(10)	(10)	(22)	(20)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) (note 2)	1 876	1 831	1 670	3 707	3 274
Revenu net	358	225	642	583	897
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	10	8	8	18	16
Revenu net avant amortissement (note 2)	368	233	650	601	913
Dividendes sur actions privilégiées	(26)	(23)	(14)	(49)	(29)
Charge au titre du capital (note 2)	(429)	(429)	(370)	(858)	(745)
Profit économique net (note 2)	(87)	(219)	266	(306)	139
Revenu c)	2 655	2 442	2 620	5 097	4 646
Croissance du revenu (%) d)	1,3	20,5	3,6	9,7	1,1
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	71,1	75,4	64,1	73,2	70,9
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) (note 2)	70,7	75,0	63,8	72,7	70,5
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	12,4	14,1	4,1	13,2	0,2
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) f) (note 2)	12,3	14,1	4,3	13,2	0,3
Levier d'exploitation (%) (d-e)	(11,1)	6,4	(0,5)	(3,5)	0,9
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (d-f) (note 2)	(11,0)	6,4	(0,7)	(3,5)	0,8
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	0,61	0,39	1,25	1,00	1,72
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	0,63	0,40	1,26	1,03	1,75

Note 1 : L'amortissement d'actifs incorporels non liés à des acquisitions n'entre pas en ligne de compte pour déterminer le revenu net avant amortissement.

Note 2 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois certaines mesures excluant les effets de ces éléments, mais lorsque que nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et les mesures établis sur une telle base sont considérés utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous fournissons également un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes concernées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels liés aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois terminées le				Pour les périodes de six mois terminées le		
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts	1 825 \$	2 213 \$	2 554 \$	2 467 \$	2 609 \$	4 038 \$	5 593 \$
Valeurs mobilières	685	828	748	705	805	1 513	1 753
Dépôts à d'autres banques	48	96	182	203	230	144	545
	2 558	3 137	3 484	3 375	3 644	5 695	7 891
Frais d'intérêts							
Dépôts	967	1 446	1 590	1 612	1 842	2 413	4 139
Dettes subordonnées	56	60	61	61	51	116	100
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées	19	21	23	22	23	40	46
Autres passifs	179	279	397	394	554	458	1 218
	1 221	1 806	2 071	2 089	2 470	3 027	5 503
Revenu net d'intérêts	1 337	1 331	1 413	1 286	1 174	2 668	2 388
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	372	428	465	484	151	800	381
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	965	903	948	802	1 023	1 868	2 007
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	235	248	270	294	270	483	541
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	204	205	203	190	181	409	363
Revenus (pertes) de négociation	63	224	435	220	192	287	(109)
Commissions sur prêts	148	119	120	116	101	267	193
Frais de services de cartes	33	24	58	88	78	57	145
Frais de gestion de placements et de garde de titres	84	88	87	86	85	172	166
Revenus tirés de fonds d'investissement	106	114	140	151	144	220	298
Revenus de titrisation	262	264	167	133	133	526	213
Commissions de prise ferme et de consultation	103	77	66	97	98	180	190
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(42)	(314)	(252)	(75)	14	(356)	12
Revenus de change, autres que de négociation	25	13	(4)	25	30	38	59
Revenus d'assurance	62	56	52	56	52	118	114
Autres	35	(7)	58	79	68	28	73
	1 318	1 111	1 400	1 460	1 446	2 429	2 258
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 283	2 014	2 348	2 262	2 469	4 297	4 265
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (note 9)	1 129	1 087	1 007	1 044	980	2 216	1 925
Bureaux et matériel (note 2)	339	327	338	312	300	666	591
Amortissement des actifs incorporels (note 2)	54	51	48	45	45	105	90
Déplacements et expansion des affaires	73	82	95	87	74	155	146
Communications	57	51	57	50	53	108	95
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	13	15	11	20	(1)	28	11
Honoraires	82	92	113	102	90	174	169
Autres	141	136	157	122	139	277	267
	1 888	1 841	1 826	1 782	1 680	3 729	3 294
Charge de restructuration (reprise) (note 10)	-	-	(8)	-	-	-	-
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	395	173	530	480	789	568	971
Impôts sur les bénéfices	18	(71)	(49)	(59)	128	(53)	37
	377	244	579	539	661	621	934
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	18	19	38	37
Bénéfice net	358 \$	225 \$	560 \$	521 \$	642 \$	583 \$	897 \$
Dividendes sur actions privilégiées	26 \$	23 \$	25 \$	19 \$	14 \$	49 \$	29 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	332 \$	202 \$	535 \$	502 \$	628 \$	534 \$	868 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	543 634	520 020	503 004	504 124	502 054	531 631	500 544
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	544 327	523 808	506 591	508 032	506 638	532 418	506 099
Résultat par action (en dollars canadiens)							
De base	0,61 \$	0,39 \$	1,06 \$	1,00 \$	1,25 \$	1,00 \$	1,73 \$
Dilué	0,61	0,39	1,06	0,98	1,25	1,00	1,72
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	1,40	1,40

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008
Actif					
Encaisse	14 232 \$	26 390 \$	21 105 \$	22 054 \$	22 237 \$
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	66 704	61 752	66 032	63 628	64 443
Titres disponibles à la vente	39 295	35 189	32 115	23 426	22 453
Autres	1 501	1 517	1 991	1 821	1 774
	107 500	98 458	100 138	88 875	88 670
Titres pris en pension ou empruntés	38 521	32 283	28 033	32 433	33 596
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	48 100	50 107	49 343	51 757	52 583
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	44 316	44 355	43 737	40 292	37 954
Prêts sur cartes de crédit	2 100	2 105	2 120	3 532	4 338
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	77 271	84 557	84 151	71 961	67 942
	171 787	181 124	179 351	167 542	162 817
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 736	10 716	9 358	9 834	10 345
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 825)	(1 741)	(1 747)	(1 494)	(1 336)
	179 698	190 099	186 962	175 882	171 826
Autres actifs					
Instruments dérivés	77 473	81 985	65 586	43 167	44 557
Bureaux et matériel (note 2)	1 684	1 709	1 721	1 582	1 570
Écarts d'acquisition	1 670	1 706	1 635	1 449	1 398
Actifs incorporels (note 2)	671	676	710	658	662
Actifs divers	10 796	9 868	10 160	8 947	10 642
	92 294	95 944	79 812	55 803	58 829
Total de l'actif	432 245 \$	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	27 874 \$	31 422 \$	30 346 \$	29 988 \$	30 938 \$
Entreprises et administrations publiques	118 205	133 388	136 111	131 748	122 707
Particuliers	101 090	99 770	91 213	86 921	84 935
	247 169	264 580	257 670	248 657	238 580
Autres passifs					
Instruments dérivés	75 070	77 764	60 048	36 786	40 347
Acceptations	9 736	10 716	9 358	9 834	10 345
Titres vendus à découvert	14 131	16 327	18 792	17 415	20 053
Titres mis en pension ou prêtés	46 170	36 012	32 492	28 148	29 894
Passifs divers	14 708	12 969	14 071	11 650	13 940
	159 815	153 788	134 761	103 833	114 579
Dette subordonnée (note 11)	4 379	4 389	4 315	4 204	4 199
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Actions privilégiées (note 12)	-	-	250	250	250
Capitaux propres					
Capital-actions (note 12)	8 099	7 676	6 454	6 458	6 114
Surplus d'apport	77	76	69	68	67
Bénéfices non répartis	11 391	11 434	11 632	11 471	11 327
Cumul des autres éléments du résultat étendu (perte)	165	81	(251)	(1 044)	(1 108)
	19 732	19 267	17 904	16 953	16 400
Total du passif et des capitaux propres	432 245 \$	443 174 \$	416 050 \$	375 047 \$	375 158 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de six mois terminées le	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Bénéfice net	358 \$	642 \$	583 \$	897 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	181	77	247	75
Variation nette des gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	27	80	219	144
Gain net (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(124)	4	(50)	206
Total du résultat étendu	442 \$	803 \$	999 \$	1 322 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de six mois terminées le	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	1 896 \$	1 196 \$	1 746 \$	1 196 \$
Actions émises au cours de la période (note 12)	275	250	425	250
Solde à la fin de la période	2 171	1 446	2 171	1 446
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	5 818	4 452	4 773	4 411
Actions émises au cours de la période (note 12)	-	-	1 000	-
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	103	27	138	55
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	7	9	17	22
Actions émises à l'acquisition d'une entreprise	-	180	-	180
Solde à la fin de la période	5 928	4 668	5 928	4 668
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	76	65	69	58
Frais liés aux options sur actions/options exercées	1	2	6	9
Prime sur les actions autodétenues	-	-	2	-
Solde à la fin de la période	77	67	77	67
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	11 434	11 056	11 632	11 166
Revenu net	358	642	583	897
Dividendes – Actions privilégiées	(26)	(14)	(49)	(29)
– Actions ordinaires	(382)	(352)	(760)	(702)
Frais d'émission d'actions	(4)	(5)	(26)	(5)
Actions autodétenues	11	-	11	-
Solde à la fin de la période	11 391	11 327	11 391	11 327
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	(8)	33	(74)	35
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 138 \$, 29 \$, 118 \$ et 17 \$)	211	60	167	35
Reclassement des (gains) pertes dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 19 \$, 9 \$, 33 \$ et 19 \$)	(30)	17	80	40
Solde à la fin de la période	173	110	173	110
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Gain (perte) provenant des couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	450	(102)	258	(166)
Gains sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 17 \$, 37 \$, 95 \$ et 52 \$)	25	77	218	104
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de moins de 1 \$, 2 \$, 1 \$ et 19 \$)	2	3	1	40
Solde à la fin de la période	477	(22)	477	(22)
Cumul des autres éléments du résultat étendu – Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(361)	(1 200)	(435)	(1 402)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(363)	26	(135)	618
Incidence de la couverture du gain (de la perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 104 \$, 11 \$, 38 \$ et 196 \$)	239	(22)	85	(412)
Solde à la fin de la période	(485)	(1 196)	(485)	(1 196)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu (perte)	165	(1 108)	165	(1 108)
Total des capitaux propres	19 732 \$	16 400 \$	19 732 \$	16 400 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de six mois terminées le	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	358 \$	642 \$	583 \$	897 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	17	35	258	74
Perte nette (gain net) sur titres, autres que de négociation	25	(49)	98	(86)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(2 786)	(846)	2 094	8 352
Dotation à la provision pour pertes sur créances	372	151	800	381
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 4)	(208)	(116)	(390)	(175)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	3 645	(7 425)	(12 423)	(10 867)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(1 241)	7 448	15 937	5 567
Amortissement des bureaux et du matériel	65	62	130	123
Amortissement des actifs incorporels	54	45	105	90
(Augmentation) diminution nette des impôts futurs sur les bénéfices	42	28	(88)	43
(Augmentation) diminution nette des impôts exigibles sur les bénéfices	211	(66)	190	(527)
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	57	87	266	330
– (Diminution) des intérêts à payer	(47)	(207)	(184)	(262)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 291)	(1 495)	(1 805)	(2 468)
(Gain) à la vente de terrains et de bâtiments	(5)	–	(5)	–
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(732)	(1 706)	5 566	1 472
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
(Diminution) nette des dépôts	(14 363)	(6 483)	(9 444)	(2 275)
(Diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 104)	(8 335)	(4 692)	(5 248)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	11 537	1 099	14 919	(2 803)
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(113)	1 221	(113)	2 886
Remboursement de la dette subordonnée (note 11)	–	(150)	(140)	(150)
Produit de l'émission de dette subordonnée (note 11)	–	900	–	900
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif	–	–	(250)	–
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 12)	275	250	425	250
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 12)	7	9	1 017	22
Frais d'émission d'actions	(4)	(5)	(26)	(5)
Dividendes versés en espèces	(305)	(339)	(671)	(676)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(5 070)	(11 833)	1 025	(7 099)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 793	4 016	8 316	1 270
Achats de titres, autres que de négociation	(12 467)	(6 108)	(24 327)	(12 934)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 123	6 728	6 153	12 194
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 562	1 826	11 273	5 798
(Augmentation) diminution nette des prêts	5 368	(5 082)	(130)	(9 039)
Produit de la titrisation de prêts (note 4)	944	2 600	5 581	3 145
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(7 268)	9 749	(11 347)	4 840
Produit de la vente de terrains et de bâtiments	11	–	11	–
Bureaux et matériel – achats nets	(46)	(71)	(87)	(104)
Logiciels achetés et conçus – achats nets	(42)	(32)	(88)	(59)
Acquisitions (note 8)	(310)	(64)	(316)	(104)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(332)	13 562	(4 961)	5 007
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(570)	28	(517)	118
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(6 704)	51	1 113	(502)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	16 951	3 097	9 134	3 650
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	10 247 \$	3 148 \$	10 247 \$	3 148 \$
Composition :				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	9 007 \$	1 949 \$	9 007 \$	1 949 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 240	1 199	1 240	1 199
	10 247 \$	3 148 \$	10 247 \$	3 148 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Intérêts versés au cours de la période	1 270 \$	2 660 \$	3 207 \$	5 706 \$
Impôts sur les bénéfices payés (remboursés) au cours de la période	(146)\$	244 \$	(6)\$	608 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2009 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, telles qu'elles figurent aux pages 108 à 151 de notre Rapport annuel 2008. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes

comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, sous réserve de ce qui est présenté à la note 2.

Note 2 : Modification d'une convention comptable

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté les nouvelles exigences de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») portant sur la comptabilisation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Nous avons retraité les chiffres des états financiers

des périodes antérieures afin de refléter cette modification. Ces nouvelles règles exigent que nous reclassions certains logiciels du poste Bureaux et matériel dans le poste Actifs incorporels.

Le tableau suivant présente l'incidence sur les chiffres de la période à l'étude et des périodes antérieures de cette modification de la convention comptable :

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008
Bilan consolidé					
(Diminution) des bureaux et du matériel	(510)\$	(515)\$	(506)\$	(469)\$	(454)\$
Augmentation des actifs incorporels	510	515	506	469	454
État consolidé des résultats					
(Diminution) des bureaux et du matériel	(42)\$	(41)\$	(37)\$	(34)\$	(35)\$
Augmentation de l'amortissement des actifs incorporels	42	41	37	34	35

Le tableau suivant présente les chiffres retraités de la période à l'étude et des périodes antérieures pour les logiciels comptabilisés dans les actifs incorporels :

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008
Actifs incorporels					
Logiciels achetés 1)	1 006 \$	1 009 \$	1 003 \$	980 \$	974 \$
Logiciels conçus 1) 2)	774	743	696	614	567
Actifs incorporels – Logiciels	1 780	1 752	1 699	1 594	1 541
Amortissement cumulé	(1 270)	(1 237)	(1 193)	(1 125)	(1 087)
Valeur comptable	510 \$	515 \$	506 \$	469 \$	454 \$

1) Amortissement linéaire sur la durée de vie utile d'un maximum de cinq ans.

2) Ces chiffres incluent 55 millions de dollars au 30 avril 2009, 58 millions au 31 janvier 2009, 55 millions au 31 octobre 2008, 57 millions au 31 juillet 2008 et 51 millions au 30 avril 2008 à l'égard des logiciels en développement qui ne sont pas amortissables.

Note 3 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de

crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 30 avril 2009 et au 30 avril 2008, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Provision spécifique au début de la période	16 \$	15 \$	1 \$	1 \$	390 \$	234 \$	- \$	- \$	407 \$	250 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	6	(1)	169	69	197	83	-	-	372	151
Recouvrements	-	-	22	27	10	8	-	-	32	35
Radiations	(1)	(2)	(149)	(96)	(141)	(14)	-	-	(291)	(112)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	(9)	1	-	-	(9)	1
Provision spécifique à la fin de la période	21	12	43	1	447	312	-	-	511	325
Provision générale au début de la période	21	8	258	357	1 015	572	40	40	1 334	977
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	(1)	(22)	(41)	14	30	8	12	-	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	(20)	34	-	-	(20)	34
Provision générale à la fin de la période	21	7	236	316	1 009	636	48	52	1 314	1 011
Provision totale	42 \$	19 \$	279 \$	317 \$	1 456 \$	948 \$	48 \$	52 \$	1 825 \$	1 336 \$

Pour les périodes de six mois terminées le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Provision spécifique au début de la période	13 \$	14 \$	2 \$	1 \$	411 \$	142 \$	- \$	- \$	426 \$	157 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	9	-	298	137	493	184	-	-	800	321
Recouvrements	-	-	50	46	18	11	-	-	68	57
Radiations	(1)	(2)	(307)	(183)	(474)	(29)	-	-	(782)	(214)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	(1)	4	-	-	(1)	4
Provision spécifique à la fin de la période	21	12	43	1	447	312	-	-	511	325
Provision générale au début de la période	8	11	242	327	1 030	517	41	43	1 321	898
Dotation à la provision pour pertes sur créances	13	(4)	(6)	(11)	(14)	66	7	9	-	60
Écarts de change et autres	-	-	-	-	(7)	53	-	-	(7)	53
Provision générale à la fin de la période	21	7	236	316	1 009	636	48	52	1 314	1 011
Provision totale	42 \$	19 \$	279 \$	317 \$	1 456 \$	948 \$	48 \$	52 \$	1 825 \$	1 336 \$

Note 4 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 avril 2009 et 2008 :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le						
Produit net en espèces 1)	932 \$	2 063 \$	- \$	525 \$	932 \$	2 588 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	-	24	-	24
Prix d'achat différé	58	110	-	13	58	123
Passif de gestion	(4)	(15)	-	(2)	(4)	(17)
	986	2 158	-	560	986	2 718
Prêts vendus	950	2 112	-	550	950	2 662
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	36 \$	46 \$	- \$	10 \$	36 \$	56 \$
Gain à la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement	51 \$	20 \$	121 \$	40 \$	172 \$	60 \$

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Pour les périodes de six mois terminées le						
Produit net en espèces 1)	5 549 \$	2 611 \$	- \$	525 \$	5 549 \$	3 136 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	-	-	-	24	-	24
Prix d'achat différé	147	134	-	13	147	147
Passif de gestion	(24)	(19)	-	(2)	(24)	(21)
	5 672	2 726	-	560	5 672	3 286
Prêts vendus	5 610	2 675	-	550	5 610	3 225
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	62 \$	51 \$	- \$	10 \$	62 \$	61 \$
Gain à la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement	91 \$	35 \$	237 \$	79 \$	328 \$	114 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Inclut les prêts sur cartes de crédit titrisés conservés par la Banque et inscrits à son bilan.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé des nouvelles opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation 1)		Prêts sur cartes de crédit 2)	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (années)	4,40	4,44	-	0,35
Taux de remboursement anticipé (%)	14,00	14,00	-	40,77
Taux d'intérêt (%)	5,49	5,64	-	21,28
Pertes prévues sur créances	-	-	-	2,31
Taux d'actualisation (%)	2,74	4,15	-	10,39

	Prêts hypothécaires à l'habitation 1)		Prêts sur cartes de crédit 2)	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Pour les périodes de six mois terminées le				
Durée de vie moyenne pondérée (années)	3,24	4,44	-	0,35
Taux de remboursement anticipé (%)	25,49	13,16	-	40,77
Taux d'intérêt (%)	4,25	5,55	-	21,28
Pertes prévues sur créances	-	-	-	2,31
Taux d'actualisation (%)	2,52	4,28	-	10,39

1) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

2) Il n'y a pas eu d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 avril 2009.

Note 5 : Entités à détenteurs de droits variables

Entités de titrisation canadiennes des clients

Les entités de titrisation canadiennes des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution.

Les actifs détenus par nos entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 8 423 millions de dollars au 30 avril 2009 (11 106 millions au 31 octobre 2008). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de concours de trésorerie. Au 30 avril 2009, le montant de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 1 223 millions (2 139 millions au 31 octobre 2008). Le montant des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 8 682 millions au 30 avril 2009 (11 040 millions au 31 octobre 2008). Au 30 avril 2009 et au 31 octobre 2008, aucun montant n'était utilisé aux termes des facilités. La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 75 millions au 30 avril 2009 (un actif dérivé de 55 millions au 31 octobre 2008).

Au 30 avril 2009, notre bilan consolidé comportait des actifs de 218 millions de dollars classés dans les autres actifs (265 millions au 31 octobre 2008) relatifs à deux EDDV que nous avons consolidées étant donné que nous absorbons la majorité des pertes prévues. Après la fin du trimestre, nous avons accru d'un montant additionnel de 1 milliard de dollars le financement des entités de titrisation des clients en refinançant deux programmes et, par conséquent, nous consoliderons des actifs d'environ 670 millions de dollars au troisième trimestre de 2009.

Entité de titrisation américaine des clients

Les actifs détenus par notre entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 6 583 millions de dollars (5 518 millions de dollars américains) au 30 avril 2009 (7 993 millions ou 6 636 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Notre risque de perte relativement à notre entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de facilités de trésorerie. Au 30 avril 2009, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 7 923 millions (6 641 millions de dollars américains) (10 015 millions ou 8 315 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). Au 30 avril 2009, nous avons fourni un financement de 851 millions de dollars américains conformément aux modalités de ces facilités de trésorerie (851 millions de dollars américains au 31 octobre 2008). La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec cette entité était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 1 million (1 million de dollars américains) au 30 avril 2009 (un actif dérivé de 1 million ou 1 million de dollars américains au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas tenus de consolider notre entité de titrisation américaine des clients.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens afin d'obtenir des sources de financement de

substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 9 719 millions de dollars au 30 avril 2009 (9 719 millions au 31 octobre 2008), tous ces actifs étant situés au Canada. Nous ne sommes pas tenus de consolider nos entités de titrisation de la Banque. Nous fournissons également un soutien de trésorerie à nos entités de titrisation de prêts hypothécaires de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours.

Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 30 avril 2009 et 31 octobre 2008. Aucune somme n'était utilisée au 30 avril 2009 et au 31 octobre 2008. Au 30 avril 2009, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 250 millions de dollars (509 millions au 31 octobre 2008), lequel était classé comme titres de négociation.

La juste valeur des instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités était comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 164 millions de dollars au 30 avril 2009 (un actif dérivé de 121 millions au 31 octobre 2008).

Entité de protection de crédit

Nous soutenons Apex Trust (Apex), une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances d'entreprises une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex s'élevaient à 2 880 millions de dollars au 30 avril 2009 (2 794 millions au 31 octobre 2008). Une facilité de financement de premier rang pour un montant de 1 130 millions, dont nous fournissons 1 030 millions, est à la disposition de Apex. Au 30 avril 2009, une somme de 632 millions était utilisée dans le cadre de notre facilité (553 millions au 31 octobre 2008). Nous avons également autorisé une facilité de crédit de premier rang remboursable à vue de 1 milliard de dollars pour Apex. Aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité. Nous avons également conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex.

Par suite des directives publiées par l'ICCA relativement aux billets émis lors de la restructuration de l'Accord de Montréal, nous avons reclassé des billets à moyen terme de Apex d'une valeur de 815 millions de dollars des titres disponibles à la vente aux titres de négociation. Au 30 avril 2009, nous avons comptabilisé ces billets à une juste valeur de 407 millions (625 millions au 31 octobre 2008). Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total, pour un montant de 600 millions, conclu avec nous. Le swap sur rendement total et les billets à moyen terme sous-jacents sont classés dans les instruments de négociation. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

Entités de gestion de placements structurés

Les entités de gestion de placements structurés offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans deux entités de gestion de placements structurés et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 7 024 millions de dollars au 30 avril 2009 (actifs totaux de 9 291 millions au 31 octobre 2008).

Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons

conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'une facilité de trésorerie afin de financer le remboursement de billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, était nul au 30 avril 2009 et au 31 octobre 2008. Les sommes utilisées dans le cadre des facilités de trésorerie fournies aux entités de gestion de placements structurés totalisaient 7 379 millions de dollars au 30 avril 2009 (5 208 millions au 31 octobre 2008). Le montant de

notre exposition au risque comprenait des facilités inutilisées de 1 934 millions au 30 avril 2009 (5 063 millions au 31 octobre 2008). La juste valeur des contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec ces entités de gestion de placements structurés a été comptabilisée dans notre bilan consolidé comme un actif dérivé de 44 millions au 30 avril 2009 (un actif dérivé de 57 millions au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces entités de gestion de placements structurés.

Note 6 : Instruments financiers

Modification d'une convention comptable

Le 1^{er} août 2008, nous avons choisi de transférer certains titres classés comme titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison

des circonstances actuelles du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible.

Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour la période de six mois terminée le
	30 avril 2009	31 janvier 2009	30 avril 2009
Juste valeur des titres au début de la période	1 737 \$	1 955 \$	1 955 \$
(Ventes/échéances) achats nets	(54)	(222)	(276)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	93	31	124
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	(8)	(50)	(58)
Incidence du taux de change	(36)	23	(13)
Juste valeur des titres à la fin de la période	1 732 \$	1 737 \$	1 732 \$

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles

internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés était la suivante :

(en millions de dollars canadiens)	Titres disponibles à la vente		Titres de négociation		Passifs inscrits à la juste valeur		Instruments dérivés			
							Actif		Passif	
	30 avril 2009	31 octobre 2008	30 avril 2009	31 octobre 2008	30 avril 2009	31 octobre 2008	30 avril 2009	31 octobre 2008	30 avril 2009	31 octobre 2008
Évaluation selon les cours du marché	21 836 \$	9 044 \$	63 955 \$	64 129 \$	14 131 \$	18 792 \$	3 951 \$	6 170 \$	3 081 \$	2 096 \$
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables)	15 542	20 873	1 553	1 441	1 131	1 070	71 767	57 601	71 543	57 568
Évaluation selon des modèles internes (sans données observables)	1 917	2 198	1 196	462	-	-	1 755	1 815	446	384
Total	39 295 \$	32 115 \$	66 704 \$	66 032 \$	15 262 \$	19 862 \$	77 473 \$	65 586 \$	75 070 \$	60 048 \$

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Les titres de négociation comprenaient, au 30 avril 2009, 407 millions de dollars de billets à moyen terme de Apex, dont la valeur nominale s'élevait à 815 millions (voir la note 5). L'évaluation de ces billets à moyen terme a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps sur défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (7) millions et de 7 millions, respectivement. Pour le trimestre

terminé le 30 avril 2009, l'incidence des variations de la juste valeur de notre investissement dans les billets à moyen terme de Apex sur le revenu net a été une charge de 41 millions avant impôts (218 millions avant impôts pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Une tierce partie est exposée au risque lié aux billets à moyen terme de Apex en raison d'un swap sur rendement total conclu avec nous. L'évaluation de ce swap et des billets à moyen terme sous-jacents a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du swap et des titres sous-jacents. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des swaps de défaillance sous-jacents influent sur cette détermination. Au cours du trimestre, nous avons renégocié le swap sur rendement total, ce

qui réduira considérablement la volatilité du revenu liée à l'opération de swap sur rendement total.

Les titres de négociation comprenaient, au 30 avril 2009, des billets de 145 millions de dollars (valeur nominale de 323 millions) liés à l'Accord de Montréal. L'évaluation de ces billets a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation des billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (5) millions et de 5 millions, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 30 avril 2009, les sommes de 1 029 millions et de 103 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. L'évaluation de ces instruments dérivés a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (5) millions et de 5 millions, respectivement. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, l'incidence des variations de la juste

valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été un produit de 25 millions avant impôts (31 millions avant impôts pour le semestre terminé le 30 avril 2009).

Passifs financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Au 30 avril 2009, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle des billets structurés comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 1 131 millions et 1 178 millions de dollars (1 070 millions et 1 197 millions respectivement au 31 octobre 2008).

La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste Revenus de négociation, de 72 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 (87 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009). La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit a été une perte non réalisée de 88 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2009 (66 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2009). La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit a été un gain non réalisé de 49 millions pour la période allant de la date de désignation à titre d'instruments détenus à des fins de transaction jusqu'au 30 avril 2009.

Nous gérons notre exposition aux variations de la juste valeur des billets structurés en concluant des contrats dérivés ou d'autres instruments financiers qui ont un effet opposé.

Note 7 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 14 249 millions de dollars au 30 avril 2009 (15 270 millions au 31 octobre 2008). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

Au 30 avril 2009 et au 31 octobre 2008, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 25 131 millions de dollars au 30 avril 2009 (32 806 millions au 31 octobre 2008). Au 30 avril

2009, 1 287 millions étaient utilisés (1 143 millions au 31 octobre 2008) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie, dont 1 015 millions (851 millions de dollars américains) (1 025 millions ou 851 millions de dollars américains au 31 octobre 2008) avaient trait à l'entité de titrisation américaine des clients dont traite la note 5.

Facilités de rehaussement de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Au 30 avril 2009, des facilités de rehaussement de crédit de 7 968 millions de dollars (6 243 millions au 31 octobre 2008) étaient incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 5.

Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 30 avril 2009, 8 011 millions de dollars étaient utilisés (5 761 millions au 31 octobre 2008) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés et à l'entité de protection de crédit dont traite la note 5.

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 30 avril 2009.

Note 8 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada

Le 1^{er} avril 2009, nous avons conclu l'acquisition de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (« BMO Société d'assurance-vie »), pour une contrepartie en espèces de 330 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la conclusion de la

transaction, établi en fonction de l'actif net. Cette acquisition permettra à nos clients d'accéder à une plus vaste gamme de solutions de placement, de planification financière et d'assurance. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel est amorti de façon linéaire sur cinq ans, une entente de non-concurrence, qui est amortie de façon linéaire sur deux ans, un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti de façon linéaire sur cinq ans, et d'actifs incorporels constitués de logiciels existants, qui sont amortis de façon linéaire sur cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. BMO Société d'assurance-vie fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	30 avril 2009
	BMO Société d'assurance-vie
Encaisse	352 \$
Valeurs mobilières	2 638
Prêts	54
Bureaux et matériel	18
Écarts d'acquisition	1
Actifs incorporels	15
Actifs divers	142
Total de l'actif	3 220
Passifs divers	2 890
Total du passif	2 890
Prix d'achat	330 \$

La répartition du prix d'achat de BMO Société d'assurance-vie est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 9 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2009, nous avons attribué un total de 2 220 027 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options attribuées au cours du semestre

terminé le 30 avril 2009 était de 5,57 \$ l'option. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

Pour les options attribuées au cours de la période de six mois terminée le 30 avril 2009

Rendement prévu des actions	5,9 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,8 %
Taux de rendement sans risque	2,6 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives sensiblement différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Pour les périodes de trois mois terminées le				
Prestations constituées des employés	38 \$	46 \$	2 \$	5 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	65	56	14	12
Perte actuarielle constatée dans la charge	19	2	-	3
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	3	(2)	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(62)	(73)	(1)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	63	34	13	16
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	19	18	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	4	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	84 \$	56 \$	13 \$	16 \$

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Pour les périodes de six mois terminées le				
Prestations constituées des employés	68 \$	80 \$	6 \$	10 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	131	114	26	25
Perte actuarielle constatée dans la charge	38	6	-	6
Amortissement du coût des modifications aux régimes	6	5	(4)	(3)
Rendement prévu des actifs des régimes	(123)	(145)	(3)	(3)
Charge liée aux prestations constituées	120	60	25	35
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	33	32	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	4	7	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	157 \$	99 \$	25 \$	35 \$

Note 10 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration pour 2007 :

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement
Solde d'ouverture au 1 ^{er} novembre 2007	96 \$
Somme payée au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(45)
Reprise au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(8)
Solde au 31 octobre 2008	43
Somme payée au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009	(13)
Solde au 31 janvier 2009	30
Somme payée au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009	(7)
Solde au 30 avril 2009	23 \$

Note 11 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nos débentures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis pour 450 millions de dollars de billets de BMO de catégorie 1 – série A échéant le 31 décembre 2107, par l'intermédiaire de la Fiducie de capital BMO II. Cette fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider; par conséquent, les billets de BMO de catégorie 1 – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. Il y a lieu de se reporter à la note 11 de notre rapport aux actionnaires pour le premier trimestre pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les billets de BMO de catégorie 1 – série A.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis une dette subordonnée de 900 millions de dollars aux termes de notre programme canadien de billets à moyen terme. Cette émission de billets à moyen terme de série F, première tranche, arrive à échéance en mars 2023. Les intérêts sur cette émission sont payables semestriellement à un taux fixe de 6,17 % jusqu'au 28 mars 2018, et par la suite à un taux variable correspondant au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,50 %, payable trimestriellement, jusqu'à l'échéance.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons remboursé la totalité de nos billets à moyen terme de série A, deuxième tranche, à 5,75 % et échéant en 2013, pour un montant total de 150 millions de dollars. Les billets ont été remboursés à un prix correspondant à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts courus à la date du remboursement.

Note 12 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons émis 11 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 21, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 275 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant d'environ 1,0 milliard de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons émis 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 18, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 150 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6, qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action, majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, le prix de rachat global étant d'environ 253 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %,

Capital-actions en circulation ^{a)}

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

30 avril 2009

	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200 \$	-
Catégorie B - Série 10 ^{c)}	12 000 000	396	actions ordinaires ^{b)}
Catégorie B - Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B - Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 15	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 16	12 000 000	300	-
Catégorie B - Série 18	6 000 000	150	-
Catégorie B - Série 21	11 000 000	275	-
		2 171	
Actions ordinaires	545 045 775	5 928	
Capital-actions		8 099 \$	
Options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	20 961 625 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 23 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, aux pages 135 à 138 de notre Rapport annuel 2008.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.
s.o. - sans objet

Note 13 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital économique requis, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours des trimestres terminés le 30 avril 2009 et le 30 avril 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui expire le 7 septembre 2009 et en vertu de laquelle nous sommes autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires.

Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Au 30 avril 2009, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 30 avril 2009 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au

risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantisements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Les principales mesures au 30 avril 2009 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 11 à 13 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

Note 15 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les périodes de trois mois terminées le		Pour les périodes de six mois terminées le	
	30 avril 2009	30 avril 2008	30 avril 2009	30 avril 2008
Revenu net – selon les PCGR du Canada	358 \$	642 \$	583 \$	897 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	34	13	112	18
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	392 \$	655 \$	695 \$	915 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	0,61 \$	1,25 \$	1,00 \$	1,73 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	0,67	1,28	1,21	1,77
Dilué – selon les PCGR du Canada	0,61	1,25	1,00	1,72
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	0,67	1,27	1,21	1,75

Compensation des montants relatifs à certains contrats

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons adopté les nouvelles directives américaines du Financial Accounting Standards Board qui permettent à une entité d'opérer une compensation des montants à la juste valeur comptabilisés au titre des garanties en trésorerie et de la juste valeur des dérivés

conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même contrat cadre de compensation. Ces nouvelles directives n'ont pas eu d'incidence sur notre rapprochement avec les PCGR des États-Unis, car notre politique actuelle en ce qui concerne la compensation est conforme à ces directives.

Note 16 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP), qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne et de l'assurance au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis. À compter du troisième trimestre de 2009, toutes nos activités d'assurance se feront au sein du groupe GP.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités

relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons aux notes 1 et 2. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et les dotations à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et au rendement plus élevé. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2009 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	829 \$	233 \$	156 \$	504 \$	(385)\$	1 337 \$
Revenu autre que d'intérêts	463	59	291	308	197	1 318
Revenu total	1 292	292	447	812	(188)	2 655
Dotation à la provision pour pertes sur créances	93	18	2	44	215	372
Frais autres que d'intérêts	702	234	353	451	148	1 888
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	497	40	92	317	(551)	395
Impôts sur les bénéfices	147	15	30	68	(242)	18
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	350 \$	25 \$	62 \$	249 \$	(328)\$	358 \$
Actif moyen	122 914 \$	33 361 \$	10 209 \$	280 583 \$	13 543 \$	460 610 \$
Écarts d'acquisition (au)	122 \$	1 083 \$	353 \$	110 \$	2 \$	1 670 \$

Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2008 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	766 \$	172 \$	165 \$	241 \$	(170)\$	1 174 \$
Revenu autre que d'intérêts	432	85	345	451	133	1 446
Revenu total	1 198	257	510	692	(37)	2 620
Dotation à la provision pour pertes sur créances	82	10	1	29	29	151
Frais autres que d'intérêts	654	200	350	441	35	1 680
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	462	47	159	222	(101)	789
Impôts sur les bénéfices	142	17	52	35	(118)	128
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	320 \$	30 \$	107 \$	187 \$	(2)\$	642 \$
Actif moyen	124 694 \$	25 481 \$	8 024 \$	231 812 \$	4 058 \$	394 069 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	876 \$	323 \$	93 \$	2 \$	1 398 \$

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2009 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 654 \$	473 \$	334 \$	1 020 \$	(813)\$	2 668 \$
Revenu autre que d'intérêts	912	118	571	519	309	2 429
Revenu total	2 566	591	905	1 539	(504)	5 097
Dotation à la provision pour pertes sur créances	188	36	3	86	487	800
Frais autres que d'intérêts	1 417	465	728	924	195	3 729
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	961	90	174	529	(1 186)	568
Impôts sur les bénéfices	286	31	55	101	(526)	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	38	38
Revenu net	675 \$	59 \$	119 \$	428 \$	(698)\$	583 \$
Actif moyen	124 106 \$	33 560 \$	9 662 \$	284 413 \$	10 085 \$	461 826 \$
Écarts d'acquisition (au)	122 \$	1 083 \$	353 \$	110 \$	2 \$	1 670 \$

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2008 2)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 539 \$	339 \$	320 \$	551 \$	(361)\$	2 388 \$
Revenu autre que d'intérêts	850	133	709	414	152	2 258
Revenu total	2 389	472	1 029	965	(209)	4 646
Dotation à la provision pour pertes sur créances	165	19	2	58	137	381
Frais autres que d'intérêts	1 346	365	722	823	38	3 294
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	878	88	305	84	(384)	971
Impôts sur les bénéfices	267	32	102	(74)	(290)	37
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	37	37
Revenu net	611 \$	56 \$	203 \$	158 \$	(131)\$	897 \$
Actif moyen	124 033 \$	24 836 \$	7 939 \$	232 408 \$	3 483 \$	392 699 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	876 \$	323 \$	93 \$	2 \$	1 398 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2009	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	818 \$	425 \$	94 \$	1 337 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 016	265	37	1 318
Revenu total	1 834	690	131	2 655
Dotation à la provision pour pertes sur créances	127	245	-	372
Frais autres que d'intérêts	1 331	520	37	1 888
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	376	(75)	94	395
Impôts sur les bénéfices	36	(30)	12	18
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	5	-	19
Revenu net	326 \$	(50) \$	82 \$	358 \$
Actif moyen	270 456 \$	158 681 \$	31 473 \$	460 610 \$
Écarts d'acquisition (au)	441 \$	1 206 \$	23 \$	1 670 \$

Pour la période de trois mois terminée le 30 avril 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	851 \$	247 \$	76 \$	1 174 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 155	287	4	1 446
Revenu total	2 006	534	80	2 620
Dotation à la provision pour pertes sur créances	79	73	(1)	151
Frais autres que d'intérêts	1 240	397	43	1 680
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	687	64	38	789
Impôts sur les bénéfices	135	1	(8)	128
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	4	-	19
Revenu net	537 \$	59 \$	46 \$	642 \$
Actif moyen	233 857 \$	128 427 \$	31 785 \$	394 069 \$
Écarts d'acquisition (au)	421 \$	970 \$	7 \$	1 398 \$

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2009	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 617 \$	850 \$	201 \$	2 668 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 812	632	(15)	2 429
Revenu total	3 429	1 482	186	5 097
Dotation à la provision pour pertes sur créances	238	562	-	800
Frais autres que d'intérêts	2 616	1 033	80	3 729
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	575	(113)	106	568
Impôts sur les bénéfices	39	(86)	(6)	(53)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27	11	-	38
Revenu net	509 \$	(38) \$	112 \$	583 \$
Actif moyen	272 241 \$	159 077 \$	30 508 \$	461 826 \$
Écarts d'acquisition (au)	441 \$	1 206 \$	23 \$	1 670 \$

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 758 \$	460 \$	170 \$	2 388 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 746	576	(64)	2 258
Revenu total	3 504	1 036	106	4 646
Dotation à la provision pour pertes sur créances	153	221	7	381
Frais autres que d'intérêts	2 391	811	92	3 294
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	960	4	7	971
Impôts sur les bénéfices	143	(47)	(59)	37
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	28	9	-	37
Revenu net	789 \$	42 \$	66 \$	897 \$
Actif moyen	235 054 \$	125 475 \$	32 170 \$	392 699 \$
Écarts d'acquisition (au)	421 \$	970 \$	7 \$	1 398 \$

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 26 mai 2009 à 14 h 00 (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 24 août 2009, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 3278111).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 24 août 2009.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996
Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656
Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452
Andrew Chin, directeur principal, andrew.chin@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances intérimaire
russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général
corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché
Février 2009 25,96 \$ (25,44 \$*)
Mars 2009 33,22 \$
Avril 2009 39,83 \$

* reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : 514-982-7800 (international)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : 416-263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal
Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
One First Canadian Place, 19th Floor
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : 416-867-6785
Télécopieur : 416-867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal
Relations avec les investisseurs
P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor
Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse
www.bmo.com